



Tribunaux décisionnels Ontario

Rapport annuel 2019-2020

Tribunaux décisionnels Ontario est responsable de 19 tribunaux répartis en 3 divisions :

Environnement et
aménagement du territoire
www.elto.gov.on.ca

Sécurité, appels en matière de permis et normes
www.slasto-tsapno.gov.on.ca

Justice sociale
www.sjto.gov.on.ca

Adresse postale

25, rue Grosvenor, 19^e étage
Toronto ON M7A 1R1

This document is also available in English.

Le 30 juin 2020

Objet : Rapport annuel 2019-2020 de Tribunaux décisionnels Ontario

Monsieur le Procureur général,

Au nom de Tribunaux décisionnels Ontario, nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2019-2020.

Ce rapport rend compte de nos activités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Depuis la fusion de l'an dernier, nous avons mis sur pied une structure adaptée aux caractéristiques uniques des 19 commissions et tribunaux qui font partie de notre organisation.

Au cours de notre première année d'activité, nous avons effectué un examen organisationnel dans le but d'établir un ensemble de nouvelles orientations stratégiques visant à améliorer le rendement et les résultats, et à favoriser l'uniformisation des pratiques, des procédures, du processus décisionnel et du règlement des différends. Tribunaux décisionnels Ontario a réalisé des progrès importants en vue d'améliorer la prestation des services, afin que les personnes qui utilisent nos services puissent profiter d'un modèle simplifié, efficient et efficace.

Le rapport ci-joint rend compte des priorités que Tribunaux décisionnels Ontario a fixées et des activités qu'elle exerce en vue de remplir son mandat et de servir la population de l'Ontario avec efficacité et efficience.

Nous aurons le plaisir de poursuivre notre collaboration avec votre ministère au cours de l'année qui vient.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur général, nos salutations distinguées.



Sean Weir
Président exécutif
Tribunaux décisionnels Ontario



Lori Coleman
Directrice générale (par intérim)
Tribunaux décisionnels Ontario

Available in English.

ISBN 978-1-4868-4631-3

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2020

Table des matières

Message du président exécutif	7
Message de la directrice générale	9
Au sujet de Tribunaux décisionnels Ontario	12
Structure organisationnelle	13
Points saillants des activités	15
Centre des services de médiation et des audiences de Tribunaux décisionnels Ontario	16
Expansion des services numériques	16
Pandémie de COVID-19	16
Diversité, inclusion et accessibilité	19
Demandes de mesures d'adaptation	19
Perfectionnement professionnel.....	22
Points saillants des activités des tribunaux décisionnels.....	24
Commission d'étude des soins aux animaux	24
Points saillants des activités	24
Statistiques	25
Commission de révision de l'évaluation foncière	27
Points saillants des activités	27
Statistiques	28
Commission de négociation	32
Points saillants des activités	32
Statistiques	32
Commission de révision des services à l'enfance et à la famille	34
Points saillants des activités	34
Statistiques	35
Commission des biens culturels.....	37
Points saillants des activités	37
Statistiques	37
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	40
Points saillants des activités	40

Statistiques	41
Commission de révision des placements sous garde	43
Points saillants des activités	43
Statistiques	43
Tribunal de l'environnement.....	45
Points saillants des activités	45
Statistiques	46
Commission de la sécurité-incendie	48
Points saillants des activités	48
Statistiques	48
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.....	50
Points saillants des activités	50
Statistiques	51
Commission de la location immobilière	54
Points saillants des activités	54
Statistiques	55
Tribunal d'appel en matière de permis.....	59
Points saillants des activités	60
Statistiques	60
Tribunal d'appel de l'aménagement local.....	63
Cadre juridique	63
Points saillants des activités	63
Statistiques	64
Tribunal des mines et des terres.....	67
Points saillants des activités	67
Statistiques	67
Commission civile de l'Ontario sur la police.....	69
Points saillants des activités	69
Statistiques	70
Commission ontarienne des libérations conditionnelles.....	72
Points saillants des activités	72
Statistiques	73
Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais)	74

Points saillants des activités	74
Statistiques	74
Tribunal de l'aide sociale	75
Points saillants des activités	75
Statistiques	76
Sommaire financier	79
Annexe A	83
Membres de Tribunaux décisionnels Ontario	84
Membres.....	84

Messages du président exécutif et de la directrice générale

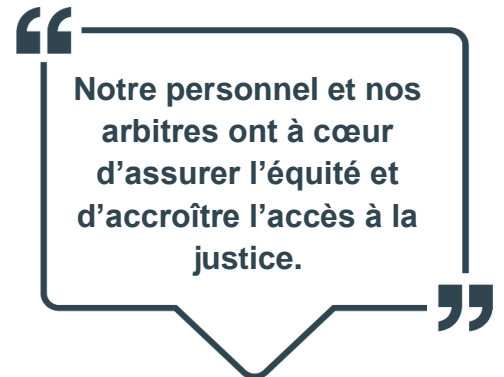


Message du président exécutif

Le 2 juin 2020, j'ai été nommé nouveau président exécutif. Je suis honoré de prendre la tête de Tribunaux décisionnels Ontario alors que nous continuons à améliorer la prestation des services tout en relevant les défis engendrés par la pandémie de COVID-19.

Le 1^{er} janvier 2020 a marqué notre première année d'activité en tant que Tribunaux décisionnels Ontario. Grâce à la diligence de nos arbitres et de notre personnel, nous avons pu relever le défi de notre transformation, tout en tirant profit des nouvelles occasions que la fusion mettait à notre portée.

Je suis fier de notre personnel et de nos arbitres qui fournissent des services de règlement des différends équitables, efficaces et accessibles et qui s'efforcent de le faire dans les meilleurs délais. Ils ont contribué au traitement et à la résolution de 151 213 cas en 2019-2020.



Au cours du dernier exercice, Tribunaux décisionnels Ontario a montré qu'il disposait des connaissances, de l'expertise et de l'expérience nécessaires pour remplir son mandat. Voici certaines de nos initiatives visant à fournir des services décisionnels équitables et efficaces dans toute la province :

- Nous avons misé sur les modèles de services numériques et partagés, comme les conférences préparatoires et le dépôt électronique, pour traiter les dossiers existants et promouvoir leur règlement anticipé.
- Nous avons amélioré la prestation des services de première ligne en tenant des audiences téléphoniques dans la mesure du possible, pour réduire les déplacements et pour plus de commodité pour les parties.
- Nous avons misé sur la technologie de la vidéoconférence afin de simplifier le processus d'audience par souci d'efficacité et de commodité.
- Nous avons élaboré des procédures accélérées de traitement des motions et des questions préliminaires afin d'assurer le règlement plus rapide des différends.

Bien que certains de nos tribunaux qui traitent un nombre élevé de cas ont connu certaines lenteurs, nous avons été encouragés par la rapidité de la réponse à la pandémie de COVID-19 et nous sommes convaincus que l'utilisation réussie d'autres modes d'audience mènera à une modernisation accrue des procédures à l'échelle de Tribunaux décisionnels Ontario au cours du prochain exercice financier.

Notre personnel et nos arbitres ont à cœur d'assurer l'équité et d'accroître l'accès à la justice, et ils demeureront au service de la population ontarienne.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sean Weir', written in a cursive style.

Sean Weir

Président exécutif

Message de la directrice générale

J'ai le plaisir de vous faire part des réussites du personnel et des membres de Tribunaux décisionnels Ontario dans le présent rapport annuel 2019-2020.

Le public est au cœur de nos activités. Chacune de nos interactions avec lui est une occasion de réfléchir à ce que nous pouvons faire pour mieux répondre à ses demandes et à ses

“ Nous miserons sur nos réussites et nous adapterons nos activités aux nouveaux besoins de nos collectivités. ”

besoins. Par exemple, dans les cas pertinents, les tribunaux décisionnels appuient et encouragent le règlement anticipé des différends.

Au cours du dernier exercice, Tribunaux décisionnels Ontario a centralisé les services de planification des activités, de communication et de nomination ainsi que les services juridiques afin d'accroître l'efficacité et l'efficience au moyen de processus simplifiés et d'améliorer la coordination au service des commissions et tribunaux.

Nous cherchons constamment à améliorer nos ressources afin de répondre aux divers besoins des personnes que nous servons. Par exemple, Tribunaux décisionnels Ontario a mis en œuvre une nouvelle Politique sur les services en français s'appuyant sur les conseils du Bureau de l'ombudsman (autrefois le commissaire aux services en français). Nous continuons de donner une formation normalisée au personnel et aux membres afin d'uniformiser la prestation des services en français dans tous les tribunaux et de former adéquatement le personnel et les arbitres (francophones et anglophones) sur leurs responsabilités aux termes de la *Loi sur les services en français*.

Au cours des dernières semaines de l'exercice, nous avons réagi rapidement à la pandémie de COVID-19 en remplaçant les audiences en personne, dans la mesure du possible, par des audiences sur pièces, téléphoniques et par vidéoconférence. Nous sommes demeurés au service de la population ontarienne grâce au dévouement et au travail exceptionnel de notre personnel et de nos membres. À l'avenir, nous miserons sur nos réussites et nous adapterons nos activités aux nouveaux besoins de nos collectivités et des Ontariennes et Ontariens. Merci à notre personnel et à nos membres pour leur travail remarquable au service de la population de la province.

Je continuerai de collaborer avec le personnel, les membres, les présidents associés et le président exécutif afin d'améliorer la prestation des services de première ligne ainsi que la qualité des services de règlement des différends pour les milliers de personnes qui recourent à nos tribunaux décisionnels chaque année.

Cordialement,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Lori Coleman". The signature is fluid and cursive.

Lori Coleman

Directrice générale (par intérim)

Au sujet de Tribunaux décisionnels Ontario



Au sujet de Tribunaux décisionnels Ontario

Tribunaux décisionnels Ontario est responsable de 19 commissions et tribunaux qui relèvent du ministère du Procureur général :

- Commission civile de l'Ontario sur la police
- Commission d'étude des soins aux animaux
- Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels
- Commission de la location immobilière
- Commission de la sécurité-incendie
- Commission de négociation
- Commission de révision de l'évaluation foncière
- Commission de révision des placements sous garde
- Commission de révision des services à l'enfance et à la famille
- Commission des biens culturels
- Commission ontarienne des libérations conditionnelles
- Tribunal d'appel de l'aménagement local
- Tribunal d'appel en matière de permis
- Tribunal de l'aide sociale
- Tribunal de l'environnement
- Tribunal des droits de la personne de l'Ontario
- Tribunal des mines et des terres
- Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais et français)

Ces tribunaux décisionnels tiennent des audiences dans toute la province et encouragent le règlement anticipé d'une multitude de dossiers au moyen de diverses méthodes de règlement des différends. Traitant les dossiers de leur ouverture à leur clôture, ils peuvent être amenés à rendre des décisions et des ordonnances et à formuler des recommandations à l'issue de conférences préparatoires, de processus de médiation, de conférences en vue d'un règlement et, s'il y a lieu, d'audiences en règle.

Structure organisationnelle



Structure organisationnelle

Tribunaux décisionnels Ontario est dirigé par un président exécutif, qui exerce également les pouvoirs, fonctions et responsabilités conférés par la loi à la présidence de chaque tribunal décisionnel constitutif. Le président exécutif rend compte au ministre (c.-à-d. au procureur général) de l'efficacité avec laquelle Tribunaux décisionnels Ontario s'acquitte de son mandat. Bien qu'ils soient placés sous la direction du président exécutif, les tribunaux conservent leur mandat propre prévu par la loi et leur autonomie décisionnelle. Néanmoins, ils profitent d'une coordination d'ensemble, et de la mise en commun des ressources, de l'expertise, des pratiques exemplaires et des processus, ainsi que d'un soutien sur le plan administratif et sur celui du perfectionnement professionnel.

L'organisation est également dirigée par une directrice générale, chargée d'épauler le président exécutif dans la mise en œuvre des politiques et des décisions opérationnelles. La directrice générale doit rendre des comptes au sous-procureur général sur la gestion des activités de Tribunaux décisionnels Ontario.

Tribunaux décisionnels Ontario compte un total de 614 postes, répartis comme suit :

Unité de Tribunaux décisionnels Ontario	Nombre d'employés
Bureau de la direction	31
Services opérationnels et activités stratégiques	63
Services juridiques	30
Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire	93
Division de la justice sociale	305
Division de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes	92
Total	614

Tribunaux décisionnels Ontario compte 188 membres à temps plein et 126 membres à temps partiel. Certains sont membres sont nommés à plus d'un tribunal (voir l'annexe A pour une liste complète des membres).

Points saillants des activités



Points saillants des activités

Centre des services de médiation et des audiences de Tribunaux décisionnels Ontario

En juillet 2019, le Centre des services de médiation et des audiences de Tribunaux décisionnels Ontario a ouvert ses portes au 15, rue Grosvenor, à Toronto. Avec un comptoir d'information, de nombreuses salles d'audience éclairées par la lumière du jour et du matériel de téléconférence et de vidéoconférence, le nouveau centre est plus agréable pour le public. Il propose également un accès Wi-Fi, une salle d'audience ventilée pour les cérémonies de purification, des toilettes et couloirs accessibles et des marches d'escalier antidérapantes.

Six tribunaux décisionnels tiennent leurs médiations et audiences à cet emplacement : la Commission d'étude des soins aux animaux, la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, la Commission de la sécurité-incendie, le bureau du district du Sud de Toronto de la Commission de la location immobilière, le Tribunal d'appel en matière de permis, la Commission civile de l'Ontario sur la police et le Tribunal de l'aide sociale.

Expansion des services numériques

Tribunaux décisionnels Ontario cherche toujours à offrir plus de services numériques à la population ontarienne. Ainsi, il élabore une stratégie de technologie de l'information qui intégrera la gestion des cas, l'analytique des données et la communication en ligne avec les utilisateurs externes. Ces améliorations rendront nos services plus accessibles et mieux adaptés aux besoins des gens que nous servons.

Pandémie de COVID-19

Lorsque la pandémie de COVID-19 s'est aggravée, à la fin de mars, Tribunaux décisionnels Ontario a agi immédiatement pour protéger la santé et le bien-être de son personnel, de ses membres et de la population ontarienne. Nous avons maintenu nos services en tenant des audiences sur pièces ou par téléphone plutôt qu'en personne dans la mesure du possible.

Le décret d'urgence rétroactif au 16 mars 2020 que le gouvernement de l'Ontario a pris aux termes de la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence* a eu une incidence sur les instances devant les tribunaux décisionnels, car les délais prévus ont été suspendus. Cette suspension a touché certaines commissions et certains tribunaux.

À mesure que la situation évolue, Tribunaux décisionnels Ontario s'emploie à ce que ses services à la population ontarienne soient perturbés le moins possible.

Diversité, inclusion et accessibilité



Diversité, inclusion et accessibilité

Tribunaux décisionnels Ontario s'attache à créer un environnement diversifié, inclusif et accessible qui représente le public qu'il sert et répond aux besoins des diverses parties prenantes. En fixant des objectifs de diversité dans ses politiques, ses processus et ses services, nous veillons à ce que le public, le personnel et les membres nommés par décret bénéficient d'un espace exempt de harcèlement et de discrimination.

En avril 2019, un Comité de la diversité et de l'inclusion composé de membres de plusieurs tribunaux décisionnels a été constitué, dans le but de donner un soutien et des services améliorés à la population diversifiée de l'Ontario. Ce comité s'emploie à élaborer des pratiques inclusives qui peuvent être intégrées dans notre travail quotidien, célèbrent la diversité et favorisent la sensibilisation par l'observation de jours significatifs.

La Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis (projet de loi C-92), la première loi fédérale sur les services aux enfants et aux familles autochtones, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Compte tenu de cette nouvelle loi, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille a modifié le traitement des requêtes en révision des admissions d'urgence dans un programme de traitement en milieu fermé déposées aux termes de l'art. 171 de la Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille. La Commission a également modifié son avis d'audience pour ces demandes d'admission d'urgence afin de refléter les changements apportés aux termes de cette loi.

Demandes de mesures d'adaptation

Améliorer l'accès aux services et prendre des mesures d'adaptation sur demande sont des priorités pour Tribunaux décisionnels Ontario. Voici quelques mesures prises dans ce sens :

- Reconnaître l'intolérance au milieu en proposant la tenue d'une audience hors des lieux habituels, ou une audience tenue en partie en personne et en partie sur pièces;
- Accroître le nombre d'audiences tenues par vidéoconférence;
- Choisir des lieux accessibles et veiller à ce qu'il soit possible d'accueillir les animaux d'assistance et de fournir les autres mesures d'adaptation dont les parties, leurs avocats ou leurs témoins ont besoin;

- Prévoir sur demande des processus appropriés sur le plan culturel pour les parties autochtones, notamment des cercles de la parole et des cérémonies de purification;
- Recruter des arbitres bilingues pour renforcer la capacité de la Commission de la location immobilière de fournir des services en français lors des audiences.

Perfectionnement professionnel



Perfectionnement professionnel

Le perfectionnement professionnel demeure une fonction essentielle de notre organisation. La formation permet aux membres et au personnel d'acquérir les connaissances et d'obtenir le soutien nécessaires pour respecter les échéances prévues par la loi, et leur inculque les notions les plus pertinentes sur les textes de loi, les outils de justice administrative et les fonctions opérationnelles.

Dans toutes nos divisions, nous fournissons des séances de formation aux nouveaux membres et des séances spécifiques à certains tribunaux, en personne et à distance. La formation est dispensée en collaboration avec d'autres unités de notre organisation, et elle est assurée à l'interne par des présidents associés, des vice-présidents, des membres, des greffiers et des avocats, à l'externe par des conférenciers invités, dans le cadre de modules en ligne et par apprentissage autonome et observation au poste de travail. Elle porte sur des sujets tels que la rédaction de décisions, l'accès à l'information et la protection de la vie privée, les modifications législatives, la médiation, le règlement extrajudiciaire et anticipé des différends ainsi que les initiatives liées aux services en français. L'observation au poste de travail et l'encadrement continu sont des éléments importants du programme de formation. Le plan d'accueil et d'intégration ainsi que de formation des nouveaux membres permet de s'assurer que ceux-ci sont bien intégrés et formés pour remplir leurs tâches en tant que fonctionnaires.

En plus de ces initiatives, le personnel et les membres de Tribunaux décisionnels Ontario ont suivi les formations suivantes :

- Formation sur les compétences en matière de culture autochtone dans le cadre du San'yas Indigenous Cultural Safety Program;
- Mise à jour de la formation concernant la Politique sur les services en français et l'offre active de services en français, et formation sur les services en français à l'intention des membres francophones.

L'Unité du perfectionnement professionnel et de la formation a entamé l'élaboration d'un plan de formation adapté au nouveau contexte du télétravail.

Points saillants des activités des tribunaux décisionnels



Points saillants des activités des tribunaux décisionnels

Commission d'étude des soins aux animaux

La Commission d'étude des soins aux animaux (CESA) règle des différends et tient des audiences sur des questions concernant le bien-être des animaux, notamment des appels d'ordres et de décisions de l'inspecteur en chef du bien-être des animaux et d'autres inspecteurs du bien-être des animaux. Lorsqu'elle traite un appel ou une demande, la CESA fait du bien-être de l'animal concerné sa priorité.

La compétence et les pouvoirs de la CESA lui sont conférés par la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*.

Points saillants des activités

La CESA a pris en charge un nombre stable de dossiers; elle en a clos autant qu'elle en a ouvert au cours de l'exercice. Le processus de règlement anticipé a permis de résoudre des affaires rapidement sans tenir d'audience. Seules deux audiences ont eu lieu au cours de l'exercice.

Le 1^{er} janvier 2020, la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* est entrée en vigueur, succédant à la loi sur la protection des animaux qui était alors en vigueur dans la province, la *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*. En vertu de cette nouvelle loi, la CESA a toujours compétence pour entendre les appels d'ordres et de décisions des inspecteurs du bien-être des animaux ou de l'inspecteur en chef du bien-être des animaux. La CESA a mis en œuvre différentes initiatives en vue de se préparer à ce nouveau régime législatif, notamment la formation de ses arbitres et de son personnel administratif et la mise à jour de ses formulaires.

Afin d'accroître les services numériques, la CESA a utilisé pour la première fois la technologie vidéo lors d'une audience, permettant à une personne de témoigner par vidéoconférence. De concert avec Tribunaux décisionnels Ontario, la CESA continuera de miser sur cette technologie pour rationaliser le processus d'audience par souci d'efficacité et de commodité au cours de l'exercice à venir et au-delà.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CESA

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Une date d'audience a été fixée dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'un dossier d'appel complet (obligation légale)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
La première audience a eu lieu au plus tard 10 jours ouvrables après le dépôt d'un dossier d'appel complet (obligation légale)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
La décision a été rendue dans les 30 jours suivant l'audience	80 %	100 %	s.o.	s.o.	75 %

*s.o. – sans objet, aucune décision n'ayant été rendue pendant cette période.

Tableau 2 : Répartition des dossiers à la CESA

Dossiers	2019- 2020	2018- 2019	2017- 2018	2016- 2017
Dossiers d'appel ouverts	14	39	13	11
Dossiers d'appel clos	14	40	10	16
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	2	2	3	0
Audiences tenues	2	4	0	2
Décisions rendues	1	0	0	4

Commission de révision de l'évaluation foncière

La Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) tranche les demandes et les appels relatifs aux évaluations foncières, à la classification et à des questions fiscales.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière*, la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi de 2001 sur les municipalités*, la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, la *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial*, la *Loi sur l'éducation* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Points saillants des activités

La CRÉF, qui représente l'un des principaux éléments du régime d'évaluation foncière de l'Ontario, a été appelée à examiner ses processus afin d'améliorer ses services en vue d'atteindre cinq objectifs :

1. Accélérer le règlement des appels;
2. Améliorer la prestation des services de première ligne;
3. Améliorer l'efficacité et l'efficience du processus;
4. Régler les appels passés avant le début du nouveau cycle d'évaluation;
5. Réduire le nombre d'appels du cycle actuel avant le prochain cycle d'évaluation.

Les initiatives opérationnelles en cours comprennent le fait de ramener les délais dans le calendrier des procédures de 66-104 semaines à 40 semaines, la modification des Règles de pratique et de procédure de la CRÉF compte tenu de la mise à jour et de la simplification des processus et l'attribution d'un mois d'audience à tous les appels.

Une approche échelonnée à l'égard de la divulgation dans le cas des appels de la voie sommaire a été instaurée; elle a donné lieu à une forte baisse des demandes d'ajournement par rapport à l'exercice précédent.

La CRÉF a également prévu un échéancier accéléré pour les appels passés, c'est-à-dire les appels déposés avant l'année d'imposition 2017. Chaque appel s'est vu attribuer une échéance accélérée (18 semaines) dans le calendrier des procédures. Une date de début se situant entre janvier et mars 2020 a été attribuée à tous les appels passés, lesquels seront donc réglés avant la fin de l'année.

Le nombre d'appels passés s'élevait à environ 7 600 en janvier 2020. En date du 31 mars 2020, environ 5 100 appels demeuraient en suspens.

La CRÉF a également instauré un nouveau processus accéléré pour le rejet des appels en cas d'inobservation des délais prévus dans le calendrier des procédures. Ce processus permet d'améliorer l'efficacité et les services pour les parties et la CRÉF. De plus, il permet de consacrer les ressources décisionnelles aux affaires qui les nécessitent.

La CRÉF continue d'améliorer son système de gestion des cas afin de favoriser le règlement des appels dans le cadre du processus d'audience.

Dans la foulée du plan de Tribunaux décisionnels Ontario d'accorder la priorité à la prestation numérique des services, la CRÉF continue d'accroître le recours aux audiences électroniques et sur pièces, et d'envisager la vidéoconférence. Environ 90 % des services de la CRÉF sont électroniques.

Statistiques

Tableau 1 : Rendement de la CRÉF (normes de service)

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Décision rendue dans les 60 jours suivant l'audience	85 %	99 %	98 %	97 %	97 %
Appels sommaires réglés dans les 40 semaines suivant leur date d'introduction	85 %	82 %	92 %	99 %	100 %
Appels généraux réglés dans les 135 semaines suivant leur date d'introduction	85 %	100 %	100 %	s.o.	s.o.

Tableau 2 : Répartition des dossiers d'appel en matière d'évaluation foncière à la CRÉF

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	62 642	47 990	55 769	61 000
Dossiers reçus	29 051	34 547	17 309	20 622
Nombre total de dossiers pour l'exercice	91 693	82 537	73 078	81 622
Dossiers réglés	36 697	19 895	25 088	25 853
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	54 996	62 642	47 990	55 769

Tableau 3 : Répartition des dossiers à la CRÉF

Dossiers	Dossiers d'appel originaux 2019-2020	Appels présumés 2019-2020	Dossiers d'appel originaux 2018-2019	Appels présumés 2018-2019
Dossiers actifs au début de l'exercice	28 936	33 706	33 294	14 696
Dossiers reçus	2 752	26 299	4 339	30 208
Nombre total de dossiers pour l'exercice	31 688	60 005	37 633	44 904
Dossiers réglés	12 872	23 825	8 697	11 198
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	18 816	36 180	28 936	33 706

Tableau 4 : Types de dossiers traités par la CRÉF

Type de dossier	N ^{bre} de propriétés 2019-2020	N ^{bre} d'appels 2019-2020	N ^{bre} de propriétés 2018-2019	N ^{bre} d'appels 2018-2019	N ^{bre} de propriétés 2017-2018	N ^{bre} d'appels 2017-2018	N ^{bre} de propriétés 2016-2017	N ^{bre} d'appels 2016-2017
Appels sommaires	312	362	448	626	1 335	2 564	2 492	6 231
Appels généraux	14 237	49 509	22 466	62 016	1 335	2 564	19 815	49 538
Appels passés	908	5 125	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total	15 457	54 996	22 914	62 642	26 695	47 990	22 307	55 769

Tableau 5 : Répartition des dossiers d'appel en matière d'impôts fonciers à la CRÉF

Dossiers	Dossiers d'appel originaux 2019-2020	Dossiers d'appel originaux 2018-2019
Dossiers actifs au début de l'exercice	801	841
Dossiers reçus	510	433
Nombre total de dossiers pour l'exercice	1 411	1 274
Dossiers réglés	608	473
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	703	801

Tableau 6 : Dossiers

Dossiers	2019-2020
Appels reçus	29 561
Dossiers d'appel clos	37 305
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	55 699
Audiences tenues	932
Décisions rendues	37 711
Audiences en personne tenues	85
Audiences électroniques tenues (vidéoconférences et conférences téléphoniques)	472
Audiences sur pièces tenues	135
Jours d'audience	241
Appels rejetés	1 447
Appels à l'issue desquels les valeurs imposables ont été modifiées	15 681

Commission de négociation

La Commission de négociation (CN) règle par médiation les différends portant sur la valeur de terrains expropriés par un pouvoir public et négocie les indemnités.

La CN a été créée en vertu de l'ancienne *Loi de 1964 sur l'expropriation*, que la *Loi sur l'expropriation* a remplacée le 1^{er} janvier 1970.

Points saillants des activités

Pour que les médiations soient réglées dans un délai de 18 mois, la CN a instauré de nouveaux processus comprenant la fermeture administrative des dossiers inactifs depuis plus de six mois, ce qui lui permet de se concentrer sur ses dossiers actifs.

La CN exige également désormais que tous les documents soient déposés par voie électronique avant de fixer la date de la médiation. Cette exigence a permis de réduire le nombre de demandes d'ajournement, qui causaient des retards par le passé.

Statistiques

Tableau 1 : Rendement de la CN (normes de service)

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Date d'une réunion de négociation fixée dans les 180 jours	85 %	85 %	87 %	77 %	81 %
Dossiers réglés dans les 18 mois suivant le dépôt	85 %	98 %	s.o.	s.o.	s.o.

Tableau 2 : Répartition des dossiers à la CN

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	63	67	83	64

Dossiers reçus	101	89	69	87
Nombre total de dossiers pour l'exercice	164	156	152	151
Dossiers réglés	104	93	85	68
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	60	63	67	83

Tableau 3 : Statistiques concernant le règlement des dossiers à la CN

Résultat	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers réglés par la CN	54	34	39	31
Dossiers réglés par les parties	17	4	23	24
Dossiers déposés auprès du TAAL	7	5	7	10
Dossiers administrativement clos	26	50	16	3
Total	104	93	85	68

Commission de révision des services à l'enfance et à la famille

La Commission de révision des services à l'enfance et à la famille (CRSEF) effectue des révisions, tient des audiences et entend des appels relatifs à des questions qui concernent les enfants, les jeunes et les familles de l'Ontario, notamment les plaintes concernant des services fournis par des sociétés d'aide à l'enfance, l'admission d'urgence à un programme de traitement en milieu fermé, le refus d'une demande d'adoption et les appels d'expulsions d'un conseil scolaire.

Les pouvoirs et la compétence de CRSEF lui sont conférés par la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*, la *Loi sur l'éducation* et la *Loi sur l'adoption internationale*.

Points saillants des activités

Le 1^{er} janvier 2020, la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* du gouvernement du Canada est entrée en vigueur. Compte tenu de cette nouvelle loi, la CRSEF a modifié le traitement des requêtes en révision des admissions d'urgence dans un programme de traitement en milieu fermé déposées aux termes de l'art. 171 de la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* et son avis d'audience pour ces demandes d'admission d'urgence afin de prévoir que si l'enfant fait partie d'une Première Nation ou est inuit ou métis, la bande ou la ou les communautés des Premières Nations, inuites ou métisses peuvent avoir le droit d'être informées de l'admission dans un programme de traitement en milieu fermé et de la requête en révision l'admission d'urgence.

La CRSEF continue d'améliorer son système de gestion des cas afin de simplifier et d'accélérer ses activités.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs du rendement de la CRSEF

Indicateur de rendement	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018	% de fois où la norme a été respectée 2016-2017
Les conférences préparatoires en vertu des articles 119 et 120 ont eu lieu dans les 40 jours civils suivant le moment où la demande a été jugée admissible	50 %	52 %	57 %	74 %
Les audiences en vertu des articles 119 et 120 ont eu lieu dans les 60 jours civils suivant le moment où la demande a été jugée admissible	11 %	0 %	75 %	17 %
Demandes en vertu des articles 119 et 120 : les décisions et les ordonnances ont été rendues dans les 30 jours civils suivant l'audience	76 %	67 %	84 %	75 %
Pour toutes les autres demandes : la date de l'audience a eu lieu dans les 30 jours suivant le dépôt de la demande ou la confirmation de l'admissibilité	100 %	100 %	100 %	100 %
Les décisions ou ordonnances concernant les autres demandes ont été rendues dans les 30 jours civils suivant la fin de l'audience	100 %	100 %	100 %	100 %

Tableau 2 : Répartition des demandes à la CRSEF

État de la demande	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	270	338	380	356
Demandes traitées	294	371	344	363
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	88	112	145	109

Commission des biens culturels

En amenant les parties à conclure un règlement ou en soumettant une recommandation à l'instance gouvernementale chargée de rendre la décision définitive, la Commission des biens culturels (CBC) tranche les différends liés à des biens culturels susceptibles d'avoir une valeur ou un caractère patrimonial, ainsi que les différends liés à la délivrance de permis autorisant des travaux archéologiques.

La compétence et les pouvoirs de la CBC lui sont conférés par la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* (LPO) et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Points saillants des activités

Le 27 janvier 2020, la CBC a mis à jour ses Règles de pratique et de procédure (les Règles) pour favoriser l'efficacité, l'accès à la justice et l'utilisation judicieuse de ses ressources. Les Règles modifiées clarifient les exigences imposées aux parties, et comprennent de nouvelles règles sur les motions. Ces modifications alignent les Règles sur les pratiques mises à jour et faciliteront les révisions futures.

Le 6 juin 2019, la *Loi de 2019 pour plus de logements et plus de choix* (projet de loi 108) de l'Ontario est entrée en vigueur. Cette loi modifie la LPO en conférant au Tribunal d'appel de l'aménagement local le pouvoir de trancher les appels de décisions municipales en matière de patrimoine. Une fois promulguées les modifications à la LPO, la compétence de la CBC se limitera aux questions relatives au patrimoine et aux décisions du gouvernement relatives à la délivrance de permis archéologiques.

Statistiques

Tableau 1 : Rendement de la CBC (normes de service)

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
La CBC a produit un rapport ou rendu une ordonnance dans les 30 jours suivant l'audience	85 %	90 %	100 %	86 %	81 %

Tableau 2 : Répartition des dossiers à la CBC

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	57	35	24	19
Dossiers reçus	25	42	27	21
Nombre total de dossiers pour l'exercice	82	77	51	40
Dossiers réglés	23	20	16	16
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	59	57	35	35

Tableau 3 : Types de dossiers traités par la CBC

Types de dossiers	Nbre de dossiers 2019-2020	Nbre d'appels 2019-2020	Nbre de dossiers 2018-2019	Nbre d'appels 2018-2019	Nbre de dossiers 2017-2018	Nbre d'appels 2017-2018	Nbre de dossiers 2016-2017	Nbre d'appels 2016-2017
Intention de la municipalité de désigner un bien	20	27	42	160	24	71	18	18
Modification d'un règlement municipal de désignation	3	10	0	0	1	1	2	2
Demande d'un propriétaire visant l'abrogation d'un règlement municipal de désignation	1	1	0	0	0	0	0	0
Opposition à l'abrogation d'un règlement municipal de désignation	1	2	0	0	1	4	1	1
Altération d'un bien patrimonial désigné	0	0	0	0	1	1	0	0

Délivrance de permis autorisant des travaux archéologiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	25	40	42	160	27	77	21	21

Tableau 4 : Issue des dossiers à la CBC

Issue	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Rapports produits	0	2	3	5
Ordonnances rendues	10	5	15	7
Retraits*	22	18	13	11

*Les retraits découlent souvent d'un règlement entre les parties.

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (CIVAC) établit les indemnités financières à accorder aux victimes d'actes de violence criminels commis en Ontario ou aux membres de la famille lorsque la victime est décédée. La CIVAC peut accorder des indemnités pour douleur et souffrances, perte de revenu, dépenses liées aux traitements, frais funéraires et autres coûts que les victimes d'actes criminels doivent assumer.

La compétence et les pouvoirs de la CIVAC lui sont attribués aux termes de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (LIVAC).

Points saillants des activités

En avril 2019, le gouvernement de l'Ontario annonçait qu'il mettait fin progressivement aux activités de la CIVAC. La CIVAC a continué de recevoir des demandes jusqu'au 30 septembre 2019. Elle traitera et réglera toutes les demandes reçues jusqu'à cette date avant de cesser ses activités.

Deux modifications ont été apportées à la LIVAC en 2019. Le 29 mai 2019, le montant des indemnités que la CIVAC pouvait accorder a été modifié. Le paiement forfaitaire maximum pouvant être versé par suite de la lésion ou du décès d'une seule victime est passé de 25 000 \$ à 30 000 \$, et le montant accordé au motif de la douleur et des souffrances ne devait pas dépasser 5 000 \$. Ces nouveaux maximums s'appliquaient aux décisions rendues par la CIVAC le 29 mai 2019 ou après.

Le 1^{er} octobre 2019, la LIVAC a été modifiée à nouveau compte tenu de l'arrêt progressif des activités de la CIVAC. À compter du 1^{er} octobre 2019, il n'était plus possible de déposer des demandes d'indemnisation, des demandes d'audiences de révision ou des demandes de modification d'une ordonnance d'indemnisation. De plus, il n'était plus possible d'interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision rendue à la suite d'une demande. Depuis le 1^{er} octobre 2019, les victimes d'actes criminels peuvent obtenir une aide financière par l'entremise du Programme d'intervention rapide auprès des victimes.

La CIVAC demeure résolue à fournir des services de haute qualité pendant l'arrêt progressif de ses activités, et poursuivra ses efforts en vue d'assurer sa dissolution efficiente et efficace.

Statistiques

Tableau 1 : Répartition des demandes à la CIVAC

Demandes	2019-2020*	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	5 344	4 863	4 264	3 884
Dossiers fermés	5 208	5 842	3 856	3 433
Dossiers actifs à la fin de l'exercice*	5 907	4 894	5 169	4 784
Délai de traitement (jours)	378	376	374	383

*La CIVAC a cessé d'accepter les demandes en date du 30 septembre 2019.

Tableau 2 : Indemnités selon le type (en milliers de dollars)

Type d'indemnité	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Douleur et souffrances	23 015 \$	45 924 \$	32 810 \$
Perte de salaire	761 \$	905 \$	654 \$
Frais médicaux	5 005 \$	1 070 \$	566 \$
Frais funéraires	426 \$	331 \$	237 \$
Frais juridiques liés à la demande	142 \$	170 \$	96 \$
Autres pertes pécuniaires	155 \$	152 \$	139 \$

Total*	29 504 \$	48 552 \$	34 502 \$
---------------	------------------	------------------	------------------

*Dans le cadre des modalités de l'arrêt progressif des activités de la CIVAC, celle-ci n'administrera plus les indemnités pour traitements futurs. Ces indemnités sont désormais versées intégralement à la requérante ou au requérant.

Tableau 3 : Indicateurs de rendement de la CIVAC

Norme	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018	% de fois où la norme a été respectée 2016-2017
L'audience a eu lieu dans les 11 mois (330 jours) suivant la réception de la demande	70 %	73 %	62 %	61 %
L'ordonnance a été rendue dans les 45 jours suivant la fin de l'audience, et le paiement a été effectué dans les 30 jours suivants*	63 %	69 %	s.o.	s.o.

*En raison de changements procéduraux apportés en 2018-2019, les normes de service concernant les décisions orales et écrites ont été combinées.

Commission de révision des placements sous garde

La Commission de révision des placements sous garde revoit les décisions de placement d'adolescents placés sous garde ou en détention et fait des recommandations à ce sujet au directeur provincial.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* et la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Points saillants des activités

La Commission de révision des placements sous garde poursuit l'amélioration de son système de gestion des cas afin de simplifier et d'accélérer ses activités. Ses membres justifient de connaissances et d'expertise sur les adolescents et la justice pour les adolescents, et cherchent à assurer le règlement équitable, efficace et rapide des différends. Dans tous les cas, un membre communique avec l'adolescente ou l'adolescent dans les 24 heures après la réception d'une demande.

Statistiques

Tableau 1 : Répartition des demandes à la Commission de révision des placements sous garde

Demandes	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	122	197	141	98
Demandes traitées	127	195	145	92
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	2	7	5	9
Délai de traitement (jours)	17	18	16	19

Tableau 2 : Indicateurs de rendement de la Commission de révision des placements sous garde

Norme	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018	% de fois où la norme a été respectée 2016-2017
L'examen a commencé par un appel téléphonique effectué dans les 24 heures suivant la réception de la demande	100 %	100 %	100 %	100 %
Les recommandations ont été communiquées dans les 30 jours civils suivant la réception de la demande	90 %	81 %	90 %	88 %

Tribunal de l'environnement

Le Tribunal de l'environnement (TE) instruit des demandes et des appels relevant de 15 lois sur l'environnement et l'aménagement du territoire en Ontario. À titre de Bureau des audiences de la Commission de l'escarpement du Niagara, il entend également des appels visant des permis d'aménagement et traite des demandes de modification du Plan d'aménagement de l'escarpement du Niagara. Il joue également le rôle de Bureau de jonction des audiences et traite des demandes d'audience conjointe aux termes de la *Loi sur la jonction des audiences*.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par les lois suivantes :

- *Charte des droits environnementaux de 1993*
- *Loi de 2000 sur le Tribunal de l'environnement*
- *Loi de 2001 sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges*
- *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*
- *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable*
- *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*
- *Loi de 2006 sur l'eau saine*
- *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques*
- *Loi de 2016 sur la récupération des ressources et l'économie circulaire*
- *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- *Loi sur la jonction des audiences*
- *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*
- *Loi sur la protection de l'environnement*
- *Loi sur les évaluations environnementales*
- *Loi sur les pesticides*
- *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*
- *Loi transitoire de 2016 sur le réacheminement des déchets*

Points saillants des activités

Au cours de l'exercice, le TE a pris en charge un nombre d'appels 25 % plus élevé que les deux exercices précédents. Il est parvenu à maintenir un nombre stable de dossiers en fermant 54 dossiers, dont le traitement s'est échelonné sur moins de neuf mois.

Au cours des deux derniers trimestres de l'exercice, le TE a tenu plus de conférences téléphoniques pour les activités préalables à l'audience afin de simplifier le processus d'audience, et il a réservé aux affaires les plus complexes la formation de comités d'audience chargés de les gérer et de les trancher. Le TE a maintenu sa capacité

décisionnelle malgré une baisse du nombre d'arbitres grâce à une gestion plus rigoureuse des affaires actives.

Le TE a également mis en œuvre une stratégie visant à régler les affaires passées. Cette stratégie, qui a été appliquée au cours des deux derniers trimestres de l'exercice, avait pour but d'encourager les parties à s'entendre ou à se préparer à la tenue d'une audience afin que l'arbitre tranche l'affaire. La plupart des affaires en cours devraient être réglées au cours du prochain exercice.

Le 10 décembre 2019, le gouvernement de l'Ontario a adopté le projet de loi 132, *Loi de 2019 pour mieux servir la population et faciliter les affaires*. Cette loi ajoute ou modifie des dispositions portant sur les pénalités administratives dans la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*, la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, la *Loi sur les pesticides* et la *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable*. Ces modifications permettent au ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) d'imposer des amendes aux personnes qui contreviennent aux règlements pris en application de la loi. Ce recours accru du MEPP aux pénalités administratives pourrait donner lieu à une hausse du nombre d'appels interjetés auprès du TE au cours des années à venir.

Statistiques

Tableau 1 : Rendement du TE (normes de service)

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Le TE a rendu une décision dans les 60 jours suivant l'audience	85 %	*79 %	97 %	87 %	85 %

Tableau 2 : Types de dossiers traités par le TE

Type de dossier	Nbre de dossiers 2019-2020	Nbre d'appels 2019-2020	Nbre de dossiers 2018-2019	Nbre d'appels 2018-2019	Nbre de dossiers 2017-2018	Nbre d'appels 2017-2018	Nbre de dossiers 2016-2017	Nbre d'appels 2016-2017
<i>Charte des droits environnementaux de 1993</i>	10	9	3	3	2	2	6	20
<i>Loi sur la protection de l'environnement</i>	17	37	18	31	16	34	18	27

<i>Loi sur la protection de l'environnement – appels relatifs aux autorisations de projets d'énergie renouvelable</i>	0	0	1	1	1	1	1	1
<i>Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs</i>	1	3	0	0	0	0	0	0
<i>Loi sur les ressources en eau de l'Ontario</i>	0	0	2	3	1	1	2	4
<i>Loi sur les pesticides</i>	1	1	0	0	0	0	0	0
<i>Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable</i>	1	1	0	0	1	2	0	0
<i>Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara</i>	21	49	16	33	19	36	19	36
<i>Loi sur la jonction des audiences</i>	0	0	0	0	1	1	0	0
Total	51	100	40	71	41	76	46	88

Tableau 3 : Répartition des dossiers au TE

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	46	46	50	54
Dossiers reçus	51	40	41	46
Nombre total de dossiers pour l'exercice	97	86	91	100
Dossiers réglés	54	40	45	50
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	43	46	46	50

Commission de la sécurité-incendie

La Commission de la sécurité-incendie (CSI) règle des différends et tient des audiences sur des questions touchant la sécurité-incendie, notamment les ordres d'inspecteurs ou du commissaire des incendies concernant la réalisation de réparations ou de modifications ou l'ajout d'installations dans un bâtiment, une structure ou un local.

Sa compétence et ses pouvoirs lui sont conférés par la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*.

Points saillants des activités

Le nombre d'appels que la CSI a pris en charge a augmenté de près de 50 % au cours du dernier exercice par rapport aux trois exercices précédents. Cependant, la CSI a continué de favoriser un règlement anticipé afin d'assurer le traitement efficace des dossiers, et elle en a ainsi fermé presque autant qu'elle en a ouvert.

La CSI a également mis en œuvre un processus de suivi des décisions en suspens afin de s'assurer que les décisions sont rendues en temps opportun. Ce nouveau processus lui a permis de rendre toutes les décisions dans les 60 jours suivant la dernière audience.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CSI

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Une date d'audience a été fixée dans les 45 jours suivant le dépôt d'un dossier d'appel complet	80 %	82 %	100 %	96 %	97 %
Une décision a été rendue dans les 60 jours suivant la dernière audience	80 %	100 %	60 %	22 %	50 %

Tableau 2 : Répartition des dossiers à la CSI

Dossiers	2019- 2020	2018- 2019	2017- 2018	2016- 2017
Dossiers d'appel ouverts	51	34	30	37
Dossiers d'appel clos	49	36	26	28
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	25	24	26	22
Audiences tenues	16	7	4	10
Décisions rendues	10	5	9	6

Tribunal des droits de la personne de l'Ontario

Le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (TDPO) traite les allégations de discrimination et de harcèlement faites en vertu du *Code des droits de la personne*. Le TDPO offre d'abord aux parties l'occasion de régler leur différend par médiation; si les parties refusent la médiation ou si celle-ci est infructueuse, il tient une audience.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par le *Code des droits de la personne*.

Points saillants des activités

En 2019, le TDPO a entrepris la refonte du processus de règlement anticipé des requêtes. À l'appui de cette initiative, il compte apporter des changements d'envergure à ses processus, Règles de procédure, directives de pratique et formules. Les formules seront simplifiées, les formules SmartForm seront accessibles, et le dépôt des documents par voie électronique sera privilégié. Ce travail se poursuivra au cours du prochain exercice, et il est prévu que les changements seront mis en œuvre en 2020-2021.

Le TDPO a continué d'améliorer son système de gestion des cas en mettant à jour ses manuels de procédures pour les services responsables de la prise en charge, des dates d'audience et du soutien au processus décisionnel.

Tout au long de l'été 2019, le TDPO a accru de 126 % le nombre de médiations, ce qui a permis le règlement et la fermeture de 159 % de dossiers de plus en juin, juillet et août par rapport aux neuf mois précédents de l'exercice. Cette approche ciblée a permis au TDPO de gérer sa charge croissante de cas; en effet, le nombre de requêtes qu'il a prises en charge a augmenté pour le quatrième exercice consécutif.

Le TDPO a également réalisé différentes initiatives pour favoriser les processus numériques. En décembre 2019, la médiation téléphonique a été intégrée afin d'accroître l'accessibilité, de permettre la tenue plus rapide d'une médiation et de réduire le temps et les frais de déplacement pour les parties. En mars 2020, le TDPO a lancé un projet de transition des dossiers sur papier à un processus entièrement électronique de gestion des dossiers.

Statistiques

Tableau 1 : Répartition des requêtes au TDPO

Application	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Requêtes reçues	4 577	4 541	4 425	3 585
Requêtes réactivées	113	57	27	22
Dossiers clos	3 299	4 460	3 137	2 880
Délai de traitement (jours)	419	391	352	333

Tableau 2 : Types de décisions rendues par le TDPO

Type de décision	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Décision finale sur le fond	50	65	97	87
Constat de discrimination	26	19	40	30
Absence de discrimination	24	46	57	57
Décision provisoire (pour le traitement de questions procédurales)	424	826	752	771
Réexamen	90	147	136	163
Violation d'un règlement	10	22	24	26

*En 2019-2020, le TDPO a également émis 1 005 directives d'évaluation de la cause, qui aident les parties à se préparer à l'audience.

Tableau 3 : Requêtes selon le domaine social

Domaine social*	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Emploi	62 %	69 %	70 %	69 %

Biens, services et installations	25 %	26 %	26 %	27 %
Logement	9 %	8 %	8 %	8 %
Contrats	1 %	2 %	2 %	2 %
Adhésion à une association professionnelle	1 %	1 %	1 %	1 %
Aucun domaine social	2 %	1 %	1 %	1 %

*Certaines requêtes portant sur des allégations de discrimination dans plus d'un domaine social, les totaux dépassent 100 %.

Tableau 4 : Requêtes selon le motif

Motif	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Handicap	53 %	56 %	56 %	55 %
Représailles	28 %	25 %	23 %	23 %
Race	25 %	22 %	21 %	21 %
Couleur	18 %	15 %	14 %	16 %
Âge	14 %	12 %	13 %	12 %
Origine ethnique	18 %	14 %	15 %	15 %
Lieu d'origine	14 %	11 %	12 %	12 %
Situation familiale	12 %	10 %	10 %	10 %
Ascendance	13 %	10 %	10 %	10 %
Sexe, grossesse et harcèlement sexuel	18 %	20 %	18 %	17 %
Sollicitations ou avances sexuelles	5 %	6 %	5 %	4 %
Orientation sexuelle	4 %	3 %	4 %	4 %
Identité sexuelle	5 %	4 %	5 %	5 %
Expression de l'identité sexuelle	3 %	3 %	3 %	3 %
Croyance	8 %	6 %	6 %	6 %
État matrimonial	6 %	5 %	5 %	5 %
Association	5 %	5 %	5 %	4 %
Citoyenneté	5 %	4 %	5 %	4 %

Casier judiciaire	2 %	2 %	2 %	2 %
État d'assisté social	2 %	2 %	2 %	1 %
Aucun motif	2 %	2 %	2 %	2 %

Tableau 5 : Indicateurs de rendement du TDPO

Audiences et médiations	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018	% de fois où la norme a été respectée 2016-2017
La première date de médiation offerte se situait dans les 150 jours suivant l'acceptation de la médiation par les parties	27 %	62 %	84 %	92 %
La première date d'audience offerte se situait dans les 180 jours suivant la date à laquelle la requête était prête à être entendue	7 %	35 %	38 %	34 %
Les décisions suivant les audiences d'une durée de trois jours ou moins ont été rendues dans les 90 jours	76 %	76 %	81 %	68 %
Les décisions suivant les audiences d'une durée de plus de trois jours ont été rendues dans les 180 jours	50 %	29 %	33 %	17 %

Commission de la location immobilière

La Commission de la location immobilière (CLI) règle les différends locatifs entre locateurs et locataires et les différends relatifs aux expulsions dans les coopératives d'habitation à but non lucratif.

Les pouvoirs et la compétence de la CLI lui sont conférés par la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* (LLUH). La CLI a aussi pour mandat d'informer les locateurs et les locataires de leurs droits et obligations aux termes de la LLUH.

Points saillants des activités

En 2019-2020, le service de dépôt en ligne « e-document » est devenu le moyen le plus populaire de déposer une requête. La CLI a reçu 45 899 requêtes par l'entremise de ce service, soit plus de la moitié des requêtes. Ce système permet aux locateurs et aux locataires de tout l'Ontario de déposer les requêtes les plus courantes en ligne, en tout temps, n'importe où, moyennant des frais réduits.

En août 2019, la CLI a modifié son protocole de traitement et de planification des audiences pour les requêtes en augmentation de loyer supérieure au taux légal afin de réduire le temps d'attente pour la tenue d'une audience. Un avis d'audience de gestion des cas est maintenant délivré immédiatement après le traitement.

En décembre 2019, la CLI a étoffé et révisé sa [foire aux questions \(FAQ\)](#) et l'a placée de façon plus visible dans son site Web afin de mettre en évidence les renseignements clés et d'encourager le public à la consulter. La section [Communiquer avec la CLI](#) a également été mise à jour afin de mieux rendre compte des délais d'attente du service à la clientèle; des hyperliens vers des guides ont été ajoutés.

La CLI a mené trois campagnes intensives de recrutement d'arbitres en 2019-2020 afin d'accroître et d'améliorer les services. La dernière campagne visait plus précisément à pourvoir les postes restants en recrutant des membres bilingues ainsi que des membres dans les régions où la pénurie d'arbitres se faisait le plus sentir.

En 2019-2020, la CLI a mis en œuvre plusieurs initiatives afin de simplifier ses processus et de relever des défis cruciaux. Ainsi, les membres peuvent désormais fournir certains services par voie électronique, comme les requêtes courantes ainsi que le traitement et le rendu des ordonnances. De plus, le modèle de planification des audiences a été modifié afin de permettre à la CLI d'évaluer ses besoins et d'affecter ses membres plus efficacement dans toutes les régions de l'Ontario.

Le 9 janvier 2020, l'Ombudsman de l'Ontario a annoncé la tenue d'une enquête sur les retards à la CLI. D'après l'Ombudsman, « l'enquête visera à déterminer si le gouvernement prend des mesures adéquates pour remédier aux retards et aux arriérés de dossiers ». Bien que le mandat de certains arbitres ait récemment été prolongé, et que quelques autres arbitres aient été recrutés, l'enquête portera aussi sur d'autres facteurs systémiques potentiels qui pourraient contribuer au problème, comme des textes de loi, la formation, le financement et la technologie. Tribunaux décisionnels Ontario et la CLI collaborent sans réserve avec le Bureau de l'Ombudsman et sont impatients de prendre connaissance de ses recommandations.

Statistiques

Tableau 1 : Répartition des requêtes à la CLI

Application	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Requêtes reçues*	80 874	82 095	80 791
Requêtes réglées**	72 064	79 476	78 744
Dossiers actifs à la fin de l'exercice***	22 803	14 726	12 944

*Les totaux ne comprennent pas les demandes d'expulsion de coopérative d'habitation à but non lucratif.

**En 2019-2020, la plupart des requêtes (56,9 %) ont été réglées à l'audience (contestation ou non-contestation ordonnée à l'audience; ordonnance faisant suite à une révision), par médiation (règlement par médiation; règlement par médiation ordonné à l'audience; 14,2 %) ou abandonnées (14,6 %).

***Parfois, les requêtes « réglées » sont réactivées dans le système de gestion de cas (p. ex., lorsque la CLI accueille la requête en révision d'une ordonnance). Ainsi, une même requête peut mener à plus d'un règlement. Par conséquent, le nombre de dossiers actifs à la fin de l'exercice n'équivaut pas nécessairement au nombre de requêtes pour l'exercice précédent plus le nombre de « requêtes reçues » et moins celui de « requêtes réglées ».

Tableau 2 : Requêtes de locateurs, selon le type

Type de dossier	Description de la requête	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
A1	Requête relative au champ d'application de la loi	102	126	96	104
A2	Sous-location ou cession	491	378	332	264

Type de dossier	Description de la requête	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
A3	Requête conjointe (comporte habituellement une requête L1)	2 986	3 362	3 878	4 067
A4	Modification du montant de la réduction du loyer	86	173	220	134
L1	Résiliation et expulsion pour non-paiement du loyer	44 621	46 043	47 595	49 489
L2	Résiliation pour d'autres raisons et expulsion	15 732	13 945	11 404	9 987
L3	Résiliation sur préavis ou consentement du locataire	1 877	1 711	1 622	1 439
L4	Résiliation pour non-respect du règlement	5 156	5 571	5 552	5 478
L5	Augmentation supérieure au taux légal	758	717	559	575
L6	Révision d'un ordre d'exécution de travaux relatif aux normes d'entretien provinciales	1	4	5	3
L7	Transfert d'un locataire hors d'une maison de soins	1	5	1	1
L8	Changement de serrure par le locataire	41	39	29	37
L9	Requête en paiement de l'arriéré de loyer	900	1 394	1 218	1 628
TOTAL		72 752	73 738	72 511	73 206

Tableau 3 : Requêtes de locataires, selon le type

Type de dossier	Description de la requête	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
A1	Requête relative au champ d'application de la loi	85	116	91	49
A2	Sous-location ou cession	62	66	57	55
A3	Requête conjointe	1 610	1 780	1 798	1 634
A4	Modification du montant de la réduction du loyer	0	1	2	0
T1	Remboursement (p. ex, loyer illégal)	884	863	765	732
T2	Droits du locataire	3 072	3 053	2 832	3 807
T3	Réduction de loyer	78	148	71	68
T4	Manquement du locateur – augmentation supérieure au taux légal	4	1	3	6

T5	Avis de résiliation donné de mauvaise foi	408	355	295	211
T6	Entretien	1 914	1 970	1 818	1 675
T7	Compteurs individuels	5	4	6	7
TOTAL		8 122	8 357	7 738	8 244

Tableau 4 : Requêtes de coopératives, selon le type

Type de dossier	Description de la requête	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
C1	Requête en résiliation de l'occupation et en expulsion d'un membre de la coopérative pour non-paiement des frais de logement et en paiement des frais de logement que doit le membre	217	251	247	274
C1/2	Requêtes C1 et C2 combinées	116	118	114	102
C2	Requête en résiliation de l'occupation du logement réservé au membre et en expulsion de celui-ci	141	107	86	93
C3	Requête en résiliation de l'occupation du logement réservé au membre et en expulsion de celui-ci – fondée sur un consentement ou un avis du membre	3	6	6	3
C4	Requête en résiliation de l'occupation du logement réservé aux membres et en expulsion du membre parce que le membre n'a pas respecté des conditions d'un règlement ou d'une ordonnance	91	81	89	110
TOTAL		568	563	542	582

Tableau 5 : Centre d'appel

Appels	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Appels traités	201 871	242 892	272 719	261 154
Durée moyenne des appels	4 min 37 s	4 min 48 s	4 min 57 s	5 min 19 s
Temps d'attente moyen	17 min 36 s	15 min 18 s	9 min 4 s	9 min 46 s

Tableau 6 : Indicateurs de rendement de la CLI

Indicateur de rendement	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Les dates d'audience concernant des requêtes L1 et L9 ont été fixées dans les 25 jours ouvrables	15 % (45,6 jours)	35 % (31,8 jours)	54 % (26,1 jours)
Les décisions (ordonnances) concernant des requêtes L1 et L9 ont été rendues dans les quatre jours ouvrables suivant l'audience finale	58 % (5,8 jours)	70 % (4,6 jours)	78 % (4 jours)
Les dates d'audience concernant toute autre requête (hormis les requêtes L5 et A4) ont été fixées dans les 30 jours ouvrables	16 % (52,7 jours)	37 % (3,7 jours)	53 % (31,2 jours)
Les décisions (ordonnances) concernant toute autre requête (hormis les requêtes L5 et A4) ont été rendues dans les 10 jours ouvrables suivant l'audience finale	71 % (11,7 jours)	79 % (9,5 jours)	82 % (7,6 jours)

Tableau 7 : Demandes de révision

Demandes	2019-2020	2018-2019
Nombre total de demandes de révision	3 238	3 595
Demandes de révision refusées	833	844
Demandes de révision ayant fait l'objet d'une audience	2 405	2 751

Tribunal d'appel en matière de permis

Le Tribunal d'appel en matière de permis (TAMP) instruit des demandes et règle des différends concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis réglementées par le gouvernement provincial, y compris celles relevant d'autorités administratives désignées. Le TAMP compte deux grands services : les Services généraux (SG-TAMP) et le Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile (SAIAA-TAMP).

Ses pouvoirs et compétences lui sont attribués par les lois suivantes :

- *Code de la route*
- *Loi concernant les prêts sur salaire*
- *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*
- *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*
- *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public*
- *Loi de 1998 sur l'adoption internationale*
- *Loi de 1998 sur les condominiums*
- *Loi de 1999 sur la société appelée Vintners Quality Alliance*
- *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*
- *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*
- *Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles*
- *Loi de 2002 sur le secteur du voyage*
- *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*
- *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*
- *Loi de 2005 sur le classement des films*
- *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel*
- *Loi de 2005 sur les services privés de sécurité et d'enquête*
- *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*
- *Loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance*
- *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux*
- *Loi de 2015 sur les services de gestion de condominiums*
- *Loi de 2017 sur la vente de billets*
- *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*
- *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*
- *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario*
- *Loi sur les alcools*
- *Loi sur les assurances*
- *Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques - abrogée le 10 décembre 2019*
- *Loi sur les huissiers*
- *Loi sur les permis d'alcool*
- *Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires*
- *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*
- *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*

Points saillants des activités

Au cours du dernier exercice, le nombre d'appels interjetés auprès des SG-TAMP et du SAIAA-TAMP a augmenté respectivement d'environ 11 % et 9 %. Le TAMP continue de privilégier le règlement anticipé de tous les différends entre les parties.

Le TAMP a instauré plusieurs approches simplifiées relativement aux décisions, aux ordonnances rendues à l'issue de conférences préparatoires et aux rapports. Ces améliorations apportées à ces aspects essentiels permettront au TAMP de rendre ses décisions plus rapidement. Une procédure accélérée de traitement des motions et des questions préliminaires a été instaurée au troisième trimestre dans le but d'assurer le règlement plus rapide des différends.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs de rendement des SG-TAMP

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Une audience a eu lieu dans les 30 jours suivant le dépôt d'un dossier d'appel complet concernant l'invocation de raisons médicales pour ne pas s'être conformé à une disposition du <i>Code de la route</i> (CR), la mise en fourrière d'un véhicule en vertu du CR, ou une ordonnance de suspension immédiate relative à des opérations ou à des privilèges d'opérations	80 %	95 %	88 %	74 %	100 %

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
L'audience a eu lieu avant l'expiration du délai légal concernant une ordonnance de suspension immédiate, lorsque ce délai expirait dans moins de 30 jours	100 %	100 %	83 %	100 %	100 %
Pour tous les autres types d'appels : La date de la première audience a été fixée dans les 60 jours suivant le dépôt d'un dossier d'appel complet	80 %	94 %	64 %	68 %	96 %
La décision définitive a été rendue dans les 30 jours suivant la dernière audience	80 %	54 %*	52 %	63 %	90 %

*Bon nombre d'appels entendus portaient sur des affaires longues ou complexes, de sorte que certaines décisions ont été rendues plus de 30 jours suivant l'audience.

Tableau 2 : Répartition des dossiers aux SG-TAMP

Dossiers	2019- 2020	2018- 2019	2017- 2018	2016- 2017
Dossiers d'appel ouverts	686	614	501	540
Dossiers d'appel clos	736	620	464	564
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	138	186	189	152
Audiences tenues	333	350	204	238
Décisions rendues	228	229	155	197
Conférences préparatoires	902	768	373	372

Tableau 3 : Indicateurs de rendement du SAIAA-TAMP

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019
Une conférence préparatoire a eu lieu dans les trois mois suivant la réception de l'appel ou de la demande	80 %	*1 %	6 %
Une audience a eu lieu dans les trois mois suivant la conférence préparatoire	80 %	*7 %	30 %
Une décision a été rendue dans les trois mois suivant la fin de l'audience	80 %	21 %	39 %
La demande ou l'appel a été réglé dans les 9 mois suivant sa réception	80 %	76 %	90 %

*D'après les données du Tribunal, la plupart des audiences sont fixées environ 21 semaines après réception. Lorsqu'elles sont fixées plus tôt, il y a souvent des demandes de report en raison de la disponibilité des parties et du temps nécessaire pour recueillir les renseignements à l'appui. Pendant cette période initiale, on laisse également aux parties le temps de régler elles-mêmes le litige en tenant des pourparlers de règlement.

Des améliorations sont prévues quant aux décisions rendues à la suite de la simplification des processus internes mise en œuvre au quatrième trimestre.

Tableau 4 : Répartition des dossiers au SAIAA-TAMP

Dossiers	2019- 2020*	2018- 2019	2017- 2018	2016- 2017
Nombre d'appels reçus	14 711	13 565	10 125	6 594
Dossiers d'appel clos	12 087	10 390	7 967	4 511
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	9 571	7 341	4 241	2 083
Conférences préparatoires	9 971	8 819	5 756	3 583
Audiences tenues	656	369	490	173
Décisions rendues	396	369	331	89
Demandes réglées ou retirées	11 433**	10 021	7 636	4 422

*Données mises à jour le 24 avril 2020.

**Ce chiffre comprend les dossiers administrativement clos, rejetés, retirés ou réglés avant la fin de l'audience.

Tribunal d'appel de l'aménagement local

Le Tribunal d'appel de l'aménagement local (TAAL) entend des affaires sur diverses questions de planification, de finances et d'aménagement du territoire intéressant les municipalités, notamment celles qui concernent les plans officiels et les règlements de zonage, ainsi que toute autre question qui lui est confiée en vertu de nombreuses lois de l'Ontario.

Cadre juridique

La compétence et les pouvoirs du TAAL lui sont conférés par des lois publiques, mais également par des lois privées adoptées pour des municipalités particulières. Parmi les lois publiques pertinentes figurent les suivantes :

- *Loi de 2017 sur le Tribunal d'appel de l'aménagement local*
- *Loi sur l'aménagement du territoire*
- *Loi de 2001 sur les municipalités*
- *Loi sur les ressources en agrégats*
- *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement*
- *Loi sur l'expropriation*
- *Loi sur l'éducation*
- *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*
- *Loi de 2005 sur les zones de croissance*
- *Loi de 2008 sur la protection du lac Simcoe*
- *Loi de 2001 sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges*
- *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*
- *Loi sur la jonction des audiences*
- *Loi sur les évaluations environnementales*

Points saillants des activités

Le 3 septembre 2019, le gouvernement de l'Ontario a instauré le *Plan d'action pour l'offre de logements* en adoptant la loi 108, apportant ainsi des changements législatifs qui ont eu pour effet d'abroger un bon nombre des modifications prévues dans la loi 139, assujettissant les pratiques et procédures décisionnelles et administratives à des processus semblables à ceux qui étaient en vigueur avant le 3 avril 2018 (les processus de la Commission des affaires municipales de l'Ontario). Une autre modification réglementaire apportée le 15 novembre 2019 a assujetti à nouveau au

régime de la loi 139 certaines affaires qui étaient auparavant visées par la loi 108. Le TAAL traite maintenant les appels selon plusieurs régimes différents.

Pour appliquer la nouvelle loi, le TAAL a procédé à la vérification administrative de tous les appels relevant de la *Loi sur l'aménagement du territoire* afin de déterminer le régime en vertu duquel ils devaient être traités. De plus, il a instauré des processus opérationnels révisés et mis à jour ses Règles de pratique et de procédure à l'appui de ces changements.

Le TAAL poursuit le traitement des appels déposés avant la loi 139; le nombre d'appels en suspens a été considérablement réduit. Le Tribunal continue de régler les affaires passées en assurant une gestion proactive des cas et, dans les cas pertinents, a délégué aux autorités approbatrices la tâche de confirmer si les conditions ont été respectées.

Statistiques

Tableau 1 : Rendement du TAAL (normes de service)

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Le TAAL a rendu une décision dans les 60 jours suivant la fin de l'audience	85 %	71 %	72 %	76 %	80 %
Cas de dérogation mineure (instance indépendante) où le TAAL a tenu une première audience dans les 120 jours suivant la réception d'un dossier d'appel complet	85 %	55 %	42 %	31 %	44 %
Autres cas où le TAAL a tenu une première audience dans les 180 jours suivant la réception d'un dossier d'appel complet	85 %	67 %	51 %	73 %	74 %

Tableau 2 : Répartition des dossiers au TAAL*

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	1 704	1 864	1 642	1 490
Dossiers reçus	552	634	1 067	1 021
Nombre total de dossiers pour l'exercice	2 256	2 498	2 709	2 511
Dossiers réglés	926	794	845	869
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	1 330	1 704	1 864	1 642

*Les variations mineures dans les données déjà déclarées découlent de la saisie tardive de renseignements sur les cas dans les systèmes.

Tableau 3 : Dossiers

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers d'appel ouverts	992	1 017	2 100	2 436
Affaires entendues	1 308	1 446	1 470	1 414
Décisions rendues	1 205	1 153	1 195	1 087

Tableau 4 : Types de dossiers traités par le TAAL*

Type de dossiers	Nbre de dossiers 2019-2020	Nbre d'appels 2019-2020	Nbre de dossiers 2018-2019	Nbre d'appels 2018-2019	Nbre de dossiers 2017-2018	Nbre d'appels 2017-2018	Nbre de dossiers 2016-2017	Nbre d'appels 2016-2017
Dérogations mineures	209	215	204	217	329	340	634	652
Autorisations	148	151	123	138	160	166	160	164
Règlements municipaux de zonage	111	171	136	189	140	319	140	655
Plans officiels et modifications à ces plans	90	148	118	171	251	434	139	519

Refus ou défaut d'agir concernant le zonage	110	110	120	120	377	380	166	166
Plans de lotissement/condominiums	30	30	60	62	130	135	55	58
Structure municipale et autres (y compris les plans d'implantation)	52	52	65	66	179	277	118	152
Redevances d'aménagement	50	81	19	26	16	24	19	22
Indemnisation foncière	31	32	27	28	33	33	43	43
Finances municipales	0	0	0	0	2	2	5	5
Total	833	992	872	1 017	1 617	2 100	1 479	2 436

*Les variations mineures dans les données déjà déclarées découlent de la saisie tardive de renseignements sur les cas dans les systèmes.

Tribunal des mines et des terres

Le Tribunal des mines et des terres (TMT) entend et tranche les affaires dont il est saisi en vertu de lois administrées par le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines et le ministère des Richesses naturelles et des Forêts.

Le TMT a compétence exclusive sur la plupart des affaires relevant de la *Loi sur les mines* ainsi que sur les instances concernant les droits civils et de propriété privée relativement à cette loi.

Au fil du temps, d'autres pouvoirs et fonctions lui ont été attribués pour qu'il puisse statuer sur des affaires relevant de la *Loi sur les offices de protection de la nature*, de la *Loi sur les ressources en pétrole, en gaz et en sel*, de la *Loi sur les ressources en agrégats*, de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* et de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Points saillants des activités

Un nouveau guide d'information visant à aider les clients à préparer une demande ou un appel a été rédigé et est accessible sur le site Web du TMT. Ce guide décrit les documents requis, le processus de demande et d'appel et le déroulement de l'audience.

De nouveaux processus administratifs ont été instaurés afin de simplifier les appels; par exemple, les appels inactifs pendant plus de six mois sont administrativement clos. Ces nouveaux processus permettent au TMT de déterminer avec plus d'exactitude le nombre d'appels qui nécessitent son expertise.

Tous les documents doivent être déposés par voie électronique avant que la date de l'audience ne soit fixée. Cette exigence a réduit le nombre de demandes d'ajournement qui retardaient auparavant l'établissement des dates d'audience.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs de rendement du TMT

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019
Le dossier a été réglé dans les 18 mois suivant le dépôt	85 %	97 %	s.o.
Une décision a été rendue dans les 60 jours suivant la fin de l'audience	85 %	97 %	97 %

Tableau 2 : Types de dossiers traités par le TMT

Type de dossier	Nbre de dossiers 2019-2020	Nbre de dossiers 2018-2019	Nbre de dossiers 2017-2018	Nbre de dossiers 2016-2017
<i>Loi sur les mines</i>	17	21	19	15
<i>Loi sur les offices de protection de la nature</i>	12	10	6	5
<i>Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières</i>	0	0	1	0
<i>Loi sur les ressources en pétrole, en gaz et en sel</i>	0	0	1	0
<i>Loi sur l'évaluation foncière</i>	0	2	4	7
<i>Loi sur les ressources en agrégats</i>	0	0	0	0
Total	29	33	31	27

Commission civile de l'Ontario sur la police

La Commission civile de l'Ontario sur la police (CCOP) statue sur des demandes, mène des enquêtes et règle des différends relativement à la surveillance et à la prestation des services policiers. Elle entend les appels interjetés contre des décisions disciplinaires des services de police et effectue des enquêtes sur la conduite de chefs de police, d'agents de police et de membres des commissions des services policiers.

La CCOP compte deux divisions : une division décisionnelle et une division des enquêtes. Ces divisions exercent leurs activités de façon indépendante sous la direction d'un greffier.

Adoptée en mars 2019, la *Loi de 2019 sur la refonte complète des services de police de l'Ontario* vient transformer la surveillance des services policiers dans la province. Or, la CCOP ne faisant pas partie du nouveau cadre de surveillance, elle sera dissoute après une période de transition appropriée. Les affaires seront entendues par la Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police.

La compétence et les pouvoirs de la CCOP lui sont conférés par la *Loi sur les services policiers*.

Points saillants des activités

La division décisionnelle de la CCOP a continué de recevoir un nombre stable d'appels, alors que les demandes d'enquêtes ont connu un repli marqué au cours du dernier exercice. Grâce à la gestion active de ses enquêtes, la CCOP a pu réduire le nombre d'enquêtes en cours de 60 %.

La CCOP a continué de gérer ses dossiers d'appel ouverts; elle a collaboré avec les intervenants et les parties pour fixer la date d'une conférence préparatoire dans les trois mois suivant le dépôt de l'appel dans 92 % des cas.

Un nouveau système d'information a été mis en place pour gérer les dossiers de la division décisionnelle de la CCOP et faire un suivi plus efficace des jalons importants dans le traitement des appels; ce système favorise également un règlement des dossiers en temps opportun.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CCOP

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Une conférence préparatoire a eu lieu dans les 3 mois suivant la réception de l'appel ou de la demande	80 %	92 %	43 %**	29 %	80 %
Une audience a eu lieu dans les 3 mois suivant la conférence préparatoire	80 %	64 %	s.o.*	100 %	100 %
Une décision a été rendue dans les 3 mois suivant la fin de l'audience	80 %	33 %			
La demande ou l'appel a été réglé dans les 9 mois suivant sa réception	80 %	50 %			
Les demandes d'approbation présentées aux termes du paragraphe 54 (1) ont été traitées dans les 5 jours ouvrables suivant leur réception	80 %	97 %	100 %	100 %	100 %

*La CCOP n'a pas tenu d'audience en première instance durant cette période.

Tableau 2 : Répartition des dossiers à la CCOP

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers d'appel ouverts	12	14	13	18
Dossiers d'appel clos	6	15**	28	11*
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	16	10	12**	27
Audiences tenues	11	8	19	16

Décisions rendues	3	13	29	9
Demandes d'enquête reçues	2***	30	20	20
Dossiers d'enquête clos	13	17	23	16
Dossiers d'enquête en cours	7	18	5	8

*À la suite de rajustements apportés aux systèmes de suivi et de gestion des cas, les données relatives aux dossiers d'appel clos ont été mises à jour pour 2016-2017.

**En 2017-2018, un appelant avait deux dossiers actifs. Ceux-ci ont été fusionnés et clos en 2018-2019.

***La définition de « demandes d'enquêtes reçues » a été modifiée.

Commission ontarienne des libérations conditionnelles

La Commission ontarienne des libérations conditionnelles (COLC) rend des décisions concernant la libération conditionnelle de demandeurs purgeant une peine de moins de deux ans dans un établissement correctionnel provincial. Elle se prononce aussi sur les demandes d'absence temporaire d'un établissement correctionnel de plus de 72 heures.

Lorsqu'elle examine les demandes de libération conditionnelle et d'absence temporaire, la COLC fait de la sécurité du public sa priorité.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur le ministère des Services correctionnels*.

Points saillants des activités

La COLC a élaboré de nouvelles directives de pratique afin de collaborer avec le ministère du Solliciteur général tout en protégeant son indépendance. Elles ont été publiées sur le site Web de la COLC le 22 juillet 2019. Ces directives de pratique visent à expliquer aux demandeurs, aux victimes et aux personnes intéressées comment et quand s'adresser à la COLC, et à améliorer l'uniformité et la transparence de la prestation des services.

Le COLC a amélioré son cadre de planification des audiences en tenant un plus grand nombre d'audiences chaque jour à chaque établissement. Il a été possible ainsi d'accroître l'efficacité, d'optimiser les ressources et d'améliorer l'accès à la justice pour les demandeurs.

La COLC a collaboré avec le ministère du Solliciteur général pour transformer les possibilités offertes aux demandeurs quant à l'examen de la question de leur libération conditionnelle. Le 1^{er} novembre 2019, l'article 43 du Règlement de l'Ontario 778 a été modifié afin de permettre aux demandeurs qui purgent une peine de six mois ou plus de renoncer à leur droit à ce que leur libération conditionnelle soit examinée. Ce changement offre une option supplémentaire aux demandeurs qui souhaitent demeurer détenus pour différentes raisons, notamment suivre un traitement au sein de l'établissement et déterminer la solution la plus propice à leur réadaptation.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la COLC

Indicateur de rendement	Cible	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Une audience a eu lieu et une décision a été rendue avant la date d'admissibilité du demandeur à la libération conditionnelle*	80 %	88 %	100 %	100 %	100 %

*Dans certains cas, plus de temps peut être nécessaire en raison de problèmes techniques ou opérationnels.

Tableau 2 : Répartition des dossiers à la COLC

Dossiers	2019-2020	2018-2019**	2017-2018	2016-2017
Nombre d'appels reçus	4 220	3 828	5 409	4 377
Décisions rendues	4 220	3 828	4 015	3 038

*En raison de différences dans la comptabilisation des demandes reçues, des décisions rendues et des audiences, les chiffres diffèrent grandement de ceux des exercices précédents (où la COLC s'appuyait sur des statistiques du ministère du Solliciteur général). Les chiffres des exercices précédents ne sont donc pas directement comparables.

**Depuis décembre 2017, la COLC examine les demandes de libération conditionnelle des détenus purgeant une peine de six mois ou plus avant qu'ils ne soient admissibles à une telle libération, comme l'exige la *Loi sur le ministère des Services correctionnels*.

Tableau 3 : Autres mesures – COLC

Mesure	2019-2020	2018-2019
Nombre d'audiences en personne	1 756	2 179
Nombre d'audiences électroniques (vidéoconférences et conférences téléphoniques)	77	s.o.
Nombre d'audiences sur pièces	2 387	1 649
Nombre total de jours d'audience	833	1 198

Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais)

Les Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (TEDO) entendent les appels de parents qui n'ont pas pu résoudre leur différend avec leur conseil scolaire quant à l'identification et au placement d'un élève surdoué ou en difficulté.

Leur compétence et leurs pouvoirs leur sont conférés par la *Loi sur l'éducation*.

Points saillants des activités

Peu d'appels ayant été déposés au cours du dernier exercice, les TEDO ont continué, tout au long de 2019-2020, à faire preuve d'efficacité et d'efficience afin d'assurer l'accès à la justice pour les parents et les conseils scolaires de toute la province.

Au total, trois demandes ont été reçues. Le TEDO (français) n'a reçu aucune demande.

Le TEDO (anglais) a reçu en 2017-2018 un appel qui a été réglé par voie de médiation. Le TEDO (français) n'a reçu aucun appel en 2017-2018.

En 2016-2017, le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais) a reçu deux appels. Un a été réglé par voie de médiation. Le TEDO (français) n'a reçu aucun appel.

Statistiques

Tableau 1 : Indicateurs de rendement des TEDO

Indicateur de rendement	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020
La médiation des appels a été fixée dans les 120 jours suivant la soumission de la réponse	100 %	100 %
Les décisions ont été rendues dans les 90 jours	100 %	100 %

*Que la norme ait été respectée ou non.

Tribunal de l'aide sociale

Le Tribunal de l'aide sociale (TAS) évalue les appels des requérants à qui l'on a refusé l'aide sociale et des prestataires de l'aide sociale qui interjettent appel d'une décision concernant leur admissibilité ou le montant auquel ils ont droit.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* et la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées*.

Points saillants des activités

Le 1^{er} octobre 2019, le TAS a commencé à tenir ses audiences au nouveau Centre des services de médiation et des audiences de Tribunaux décisionnels Ontario, situé au 15, rue Grosvenor, à Toronto. Avec un comptoir d'information, de nombreuses salles d'audience éclairées par la lumière du jour et du matériel de téléconférence et de vidéoconférence, le nouveau centre est plus agréable pour le public. Il propose également un accès Wi-Fi, une salle d'audience ventilée pour les cérémonies de purification, des toilettes et couloirs accessibles et des marches d'escalier antidérapantes.

Le TAS continue d'améliorer son processus de réception de documents électroniques provenant de cliniques juridiques et d'organismes intimes.

Afin de simplifier ses activités quotidiennes et d'améliorer encore plus la prestation de services au public en temps opportun, le TAS continue de travailler à son système de gestion des cas.

Le TAS continue d'améliorer le Programme de règlement anticipé, lequel a pour but d'aider les parties à s'entendre sans passer par une audience. Ce programme permet de résoudre les appels dans des délais atteignant à peine un mois après leur soumission. En 2019-2020, le TAS a tenu 2 250 séances dans le cadre du Programme de règlement anticipé; le taux de règlement a atteint 38 %.

Statistiques

Tableau 1 : Appels au TAS

Appels	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	10 520	8 699	10 124	10 403
Appels clos	7 579	9 048	10 618	12 831

Tableau 2 : Appels au TAS, selon le programme

Type de décision	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
POSPH	9 845	8 122	9 437	9 704
Programme OT	674	577	687	699
Total	10 520	8 699	10 124	10 403

Tableau 3 : Appels liés au POSPH, selon la catégorie

Catégorie d'appel – POSPH	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Refus	8 853	7 178	8 234	8 392
Annulation et suspension	352	338	580	640
Montant et réduction	593	546	569	566
Autre	47	60	54	106
Total	9 845	8 122	9 437	9 704

Tableau 4 : Appels liés au programme OT, selon la catégorie

Catégorie d'appel – OT	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Refus	113	126	146	183
Annulation et suspension	225	176	224	218
Montant et réduction	325	268	310	274
Autre	11	7	7	24

Total	674	577	687	699
--------------	------------	------------	------------	------------

Tableau 5 : Décisions liées au POSPH, selon le résultat

Décision – POSPH	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Accordé	2 492	3 025	3 481	4 450
Rejeté	1 157	1 293	1 312	1 721
Rejeté en l'absence de l'intéressé*	445	630	640	865
Autre**	165	242	195	295
Total	4 259	5 190	5 628	7 331

*L'appelant ne s'est pas présenté à l'audience.

**Par « autre », on entend notamment : une ordonnance sur consentement; un appel ne pouvant être interjeté devant le tribunal; un appel interjeté trop tard; une question hors compétence; une question réglée ou retirée; un dossier renvoyé au directeur ou à l'administrateur afin qu'il réexamine la décision originale selon les directives du tribunal.

Décisions liées au programme OT, selon le résultat

Décision – OT	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Accordé	75	93	114	79
Rejeté	74	69	81	90
Rejeté en l'absence de l'intéressé *	55	86	94	99
Autre**	36	40	52	37
Total	240	288	341	305

*L'appelant ne s'est pas présenté à l'audience.

**Par « autre », on entend notamment : une ordonnance sur consentement; un appel ne pouvant être interjeté devant le tribunal; un appel interjeté trop tard; une question hors compétence; une question réglée ou retirée; un dossier renvoyé au directeur ou à l'administrateur afin qu'il réexamine la décision originale selon les directives du tribunal.

Tableau 7 : Indicateurs de rendement du TAS

Indicateur de rendement	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018	% de fois où la norme a été respectée 2016-2017
Les appels ont été planifiés et un avis d'audience a été envoyé au plus tard 30 jours après la réception de l'appel	36 %	94 %	87 %	82 %
et La date de l'audience a été fixée au plus tard 180 jours après la date de l'avis d'audience				
Les décisions ont été publiées dans les 30 jours suivant la fin de l'audience	66 %	57 %	67 %	66 %

Tableau 8 : Répartition des dossiers au TAS

Dossiers	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Nombre d'appels reçus	10 520	8 699	10 124	10 403
Dossiers d'appel clos	7 579	9 048	10 618	12 831
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	9 267	6 326	6 675	7 169
Audiences tenues	6 694	7 795	7 891	10 307
Décisions rendues	4 499	5 478	5 969	7 636

Sommaire financier



Sommaire financier

Tribunaux décisionnels Ontario a été constitué le 1^{er} janvier 2019. Son budget pour 2019-2020 résulte de la fusion des budgets des trois anciens regroupements de tribunaux; les dépenses et les revenus ont également été consolidés. Le sommaire financier comprend aussi les dépenses du Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile du Tribunal d'appel en matière de permis, qui peuvent être entièrement recouvrées auprès du secteur de l'assurance, et des paiements de transfert de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Pour appuyer les efforts d'optimisation du gouvernement, Tribunaux décisionnels Ontario a pris les mesures suivantes :

- Nomination d'un président exécutif et de deux directeurs des opérations pour Tribunaux décisionnels Ontario;
- Regroupement des bureaux de la direction, des groupes de communication, des services juridiques et des services opérationnels et activités stratégiques sous l'égide de Tribunaux décisionnels Ontario;
- Nomination conjointe de membres et de présidents associés;
- Élimination de services téléphoniques et de messagerie vocale redondants.

Tribunaux décisionnels Ontario entend poursuivre l'examen de ses activités pour optimiser l'utilisation de ses ressources, notamment en modernisant et en simplifiant ses pratiques et processus, de façon à offrir de meilleurs services aux Ontariennes et aux Ontariens.

Tableau 1 : Dépenses de Tribunaux décisionnels Ontario

Dépenses	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Salaires et traitements	57 142 608 \$	61 119 103 \$	60 041 928 \$
Avantages sociaux	8 247 600 \$	8 854 704 \$	8 346 585 \$
Transports et communications	3 305 645 \$	4 089 742 \$	4 061 981 \$
Services	17 500 623 \$	19 252 844 \$	17 245 880 \$
Fournitures et matériel	593 828 \$	744 740 \$	884 959 \$
Recouvrements	(343 251 \$)	(395 500 \$)	(313 951 \$)
Total	86 447 053 \$	93 665 633 \$	90 267 382 \$

Tableau 2 : Indemnités versées par la CIVAC à des victimes de crimes violents

Le volume des dossiers de la CIVAC a augmenté de 9,7 % en 2018-2020, ce qui a entraîné une hausse des paiements de transfert. En 2019-2020, la CIVAC a versé au Trésor 10 000 \$ en montants recouverts par les requérants dans le cadre d'actions civiles, conformément au paragraphe 26 (5.1) de la LIVAC.

Indemnités pour les victimes de crimes violents	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Indemnités versées par la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels à des victimes de crimes violents	48 669 519 \$	45 267 651 \$	36 930 117 \$

Tableau 3 : Revenus de Tribunaux décisionnels Ontario

- L'année 2017 était la première d'un cycle d'évaluation quadriennal, d'où l'augmentation du nombre de nouveaux appels reçus par la CRÉF et la hausse globale des revenus cette année-là.
- Le 1^{er} avril 2016, le Tribunal d'appel en matière de permis a commencé à traiter les demandes faites en vertu de la *Loi sur les assurances* et de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales dans le cas du SAIAA-TAMP. Les dépenses du SAIAA-TAMP sont entièrement recouvrées auprès des compagnies d'assurance. Le Règlement 160/16 établit un système de points pour calculer la part de l'évaluation attribuée à chaque assureur, selon leur utilisation du service.
- Les revenus de Tribunaux décisionnels Ontario sont transférés au Trésor.

Frais de dépôt de requêtes	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Droits de dépôt de requêtes, d'administration des successions, d'impression et de photocopie de la Commission de révision de l'évaluation foncière	386 668 \$	908 831 \$	1 602 740 \$
Droits de dépôt de requêtes et ventes de la Commission de la location immobilière	13 024 804 \$	13 227 485 \$*	12 973 099 \$*
Droits de dépôt de requêtes et droits d'accès à l'information du Tribunal d'appel en matière de permis	1 478 755 \$	1 395 645 \$	1 015 301 \$*
Tribunal d'appel de l'aménagement local	302 005 \$	293 505 \$	628 785 \$
Total	15 192 232 \$	15 825 466 \$	16 219 925 \$

Remboursement des dépenses			
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile	15 571 803 \$	16 498 761 \$	14 928 906 \$

* Les montants pour 2018-2019 et 2017-2018 ont été mis à jour pour refléter les derniers rajustements

Tableau 4 : Rémunération des personnes nommées aux tribunaux décisionnels et aux organismes de réglementation

Poste	Personnes nommées à temps plein (rémunération annuelle)			Personnes nommées à temps partiel			Fonc. prof. / relations de travail*
	2 premières années	3 années suivantes	5 dernières années	2 premières années	3 années suivantes	5 dernières années	
Présidents exécutifs	200 780 \$	212 564 \$	224 349 \$		858 \$		s.o.
Présidents	174 184 \$	186 621 \$	199 059 \$		744 \$		788 \$
Présidents associés	174 184 \$	186 621 \$	199 059 \$		744 \$		788 \$
Vice-présidents	136 545 \$	146 311 \$	156 077 \$		583 \$		788 \$
Membres	110 482 \$	118 378 \$	126 273 \$		472 \$		788 \$

* Personnes nommées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions professionnelles, tel qu'exigé par la loi, ou siégeant à un conseil des relations de travail.

Tableau 5 : Rémunération des membres à temps plein et à temps partiel

Tribunaux décisionnels Ontario	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Rémunération des membres à temps plein nommés par décret	18 393 445 \$	20 744 306 \$	20 105 537 \$
Rémunération des membres à temps partiel nommés par décret	6 686 014 \$	8 273 933 \$	6 660 417 \$
Total	25 079 459 \$	29 018 239 \$	26 765 954 \$

Annexes



Annexe A

Membres de Tribunaux décisionnels Ontario

En 2019-2020, Tribunaux décisionnels Ontario a pourvu plusieurs postes dans les commissions et les tribunaux afin d'assurer un accès rapide à la justice partout en Ontario.

En vertu de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, les membres d'un tribunal ou d'une commission doivent être nommés à l'issue d'un processus concurrentiel fondé sur le mérite. Cette loi exige aussi que la nomination de chaque nouveau membre soit appuyée par le président exécutif, et recommandée par lui au procureur général de l'Ontario.

La stratégie de nomination conjointe de Tribunaux décisionnels Ontario se base sur l'expérience, les compétences et les connaissances de ses membres pour optimiser l'emploi des ressources à sa disposition.

Les membres de Tribunaux décisionnels Ontario continuent de participer à l'amélioration de l'organisation, de ses tribunaux et de l'administration du système de justice administrative de la province.

Membres

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Ahlfeld, Pamila	TAS	Vice-présidente à temps plein	25 oct. 2015	25 oct. 2020
Akhtar, Muhammad Saleem	CIVAC	Membre à temps partiel	8 sept. 2009	7 sept. 2019
Anwar, Khizer	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
Anwar-Ali, Sonia	CLI	Membre à temps plein	18 avr. 2019	17 avr. 2021
Arnott, Pamela	CIVAC	Membre à temps partiel	22 févr. 2017	31 déc. 2019
Arpino, Marianna	TAAL	Membre à temps plein	17 oct. 2019	16 oct. 2020
Atkinson, Sarah	TDPO	Membre à temps partiel	5 janv. 2015	4 janv. 2023
Aulbrook, Randy	CLI	Membre à temps plein	17 janv. 2019	16 janv. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Awad, Katie	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Awoleri, Subuola	CRÉF	Membre à temps plein	16 nov. 2016	20 nov. 2021
Ballagh, Margot	TAAL	Membre à temps plein	13 sept. 2019	12 sept. 2021
Barazzutti, Lisa	CIVAC	Membre à temps partiel	20 oct. 2010	19 oct. 2020
Batty, Jonathan+	TDPO	Vice-président à temps partiel	28 mars 2019	3 oct. 2021
	TAMP	Président associé à temps plein	4 oct. 2017	3 oct. 2021
	CESA	Membre à temps partiel	4 oct. 2017	3 oct. 2019
	CSI	Membre à temps partiel	4 oct. 2017	3 oct. 2019
	CCOP	Membre à temps partiel	4 oct. 2017	3 oct. 2019
	COLC	Membre à temps partiel	4 oct. 2017	3 oct. 2019
Bayesfsky, Eban	TDPO	Vice-président à temps plein	29 mars 2017	30 juin 2020
Bear, Daniel	COLC	Membre à temps partiel	29 nov. 2017	28 nov. 2019
Beccarea, Robert	TAAL	Membre à temps plein	17 oct. 2019	16 oct. 2020
Bernhardt, Kim	TDPO	Membre à temps partiel	5 janv. 2015	4 janv. 2020
Best, Bruce	TDPO	Vice-président à temps plein	30 sept. 2015	29 sept. 2020
Bhullar, Jatinder	TAAL	Membre à temps plein	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Bickley, Catherine	CRSEF	Vice-présidente à temps plein	18 janv. 2020	17 janv. 2022
	CBC	Vice-présidente à temps plein	18 janv. 2020	17 janv. 2022
Bishop, Gregory	TAAL	Membre à temps plein	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Black, David*	TAMP*	Membre à temps partiel	22 juin 2016	21 juin 2018
Boivin, Nathaniel	TAS	Membre à temps partiel	15 févr. 2017	31 déc. 2019
Borenstein, David	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	3 nov. 2010	2 nov. 2020

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Borer, Mark	TDPO	Membre à temps plein	6 déc. 2019	5 déc. 2021
Bouchard, Josée	TDPO	Vice-présidente à temps plein	7 janv. 2016	6 janv. 2021
Boutis, Paula	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	26 avr. 2017	25 avr. 2019
Bowlby, Brenda	CRSEF	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
	CBC	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
	TDPO	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
Boyce, Jesse	TAMP	Membre à temps plein	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CESA	Membre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CSI	Membre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CCOP	Membre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	COLC	Membre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
Bradley, Janet	TAAL	Membre à temps partiel	5 sept. 2019	4 sept. 2020
Braun, Shannon*+	TAS	Membre à temps partiel	21 mars 2019	27 mars 2021
	TAS*	Membre à temps plein	18 juill. 2016	31 déc. 2019
	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
Brkic, Aleksandar*	CLI	Membre à temps plein	25 oct. 2019	24 oct. 2021
	CLI*	Membre à temps partiel	4 mars 2015	3 mars 2020
Brouillet, Terry	TAS	Membre à temps partiel	12 juin 2013	11 juin 2023
Brown, David	TAAL	Membre à temps plein	26 juin 2019	25 juin 2021
Bruce, Laurie	TE	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2024
Bryson, Chantelle	TAAL	Membre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2020
Bugby, Kim	CAMO / TAAL	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2019

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Buie, Jean*	TAS	Membre à temps plein	9 oct. 2013	11 déc. 2019
Burgess, Helen-Nikoleta	CESA	Membre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CSI	Membre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
Burke, William	TAS	Membre à temps plein	22 juill. 2015	25 juill. 2024
Burstyn, Marla	TDPO	Membre à temps plein	20 févr. 2020	19 févr. 2022
Burton, Gillian	TAAL	Membre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2020
Butcher, Alan	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
Butler, Scott	COLC	Membre à temps partiel	26 avr. 2017	25 avr. 2019
Campin, Elisabeth	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2023
Castel, Jacqueline	TAMP	Membre à temps partiel	1 ^{er} avr. 2011	17 janv. 2023
	CCOP	Membre à temps partiel	3 oct. 2012	2 oct. 2022
Carey, Ruth	CLI	Vice-présidente à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Cashin, Marlene	TE	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2019
	CRÉF	Membre à temps partiel	14 juin 2017	21 oct. 2019
Cavdar, Jessica	TAMP	Membre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2020
	COLC	Membre à temps partiel	18 janv. 2018	17 janv. 2020
Chakravarti, Monica	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
Chapelle, Simon	COLC	Membre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2022
Charette, Louise	CIVAC	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	27 févr. 2022
Charron, Sylvie Rose Marie	CLI	Vice-présidente à temps plein	18 oct. 2012	17 oct. 2022
	TAS	Vice-présidente à temps plein	18 oct. 2012	17 oct. 2022
Chipman, Dale	TAAL	Membre à temps plein	17 oct. 2019	16 oct. 2020

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Cho, Harry	CLI	Membre à temps plein	31 oct. 2013	30 oct. 2023
Clarke, Susan	CSI	Vice-présidente à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CESA	Membre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
Cleghorn, Kevin	CIVAC	Membre à temps partiel	12 avr. 2017	8 mai 2022
	TDPO	Membre à temps partiel	19 janv. 2011	18 janv. 2021
Codjoe, Esi	TDPO	Vice-présidente à temps plein	22 mars 2017	31 déc. 2019
Colbourne, Douglas	TAAL	Membre à temps partiel	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Connell, Jessica	TDPO	Membre à temps plein	1 ^{er} janv. 2020	5 janv. 2021
Conti, Chris	CAMO / TAAL	Vice-président à temps plein	17 août 2017	16 févr. 2020
Conway, Patricia	COLC	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Cooke, Steven	TAAL	Membre à temps plein	5 sept. 2019	4 sept. 2020
Corapi, Daniela	TAMP	Membre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2021
Crljenica, Theodore	CCOP	Vice-président à temps partiel	23 mars 2016	22 mars 2021
	TAMP	Vice-président à temps partiel	23 mars 2016	22 mars 2021
Crocco, Emily	CLI	Membre à temps plein	5 janv. 2015	4 janv. 2020
Daoud, Meray	TAMP	Membre à temps plein	3 janv. 2017	2 janv. 2020
De Leon-Culp, Cristina	CLI	Membre à temps plein	30 sept. 2015	29 sept. 2020
Del Vecchio, Lisa	CLI	Membre à temps plein	5 janv. 2015	4 janv. 2020
Della Fortuna, Sergio	COLC	Membre à temps plein	24 nov. 2010	23 nov. 2020
Dhanani, Zahra	TAMP	Membre à temps partiel	12 avr. 2017	29 mai 2022
DiCesare, Lisa	TAS	Membre à temps partiel	17 juin 2015	31 déc. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Diplas, George	TAMP	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2020
Doran, Patrick R.	CRSEF	Membre à temps partiel	2 mai 2007	1 ^{er} mai 2019
	CBC	Membre à temps partiel	2 mai 2007	1 ^{er} mai 2019
Douglas, John	TAAL	Membre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2020
Doyle, Maureen	TDPO	Vice-présidente à temps plein	7 févr. 2011	6 févr. 2021
	TEDO - anglais	Membre à temps partiel	28 août 2013	6 févr. 2021
	TEDO - français	Membre à temps partiel	28 août 2013	6 févr. 2021
Diesel, Sandra	TAMP	Membre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Duncan, Justin	TE	Vice-président à temps plein	28 août 2017	27 août 2019
	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	23 juill. 2014	22 juill. 2019
Edu, Jitewa	CLI	Membre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2023
Egan, Terrance	CN	Membre à temps partiel	17 juin 2009	16 juin 2019
Ellery, Leonard	CIVAC	Membre à temps partiel	14 févr. 2020	13 févr. 2022
Farlam, Avril	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	30 juin 2016	29 juin 2021
Ferguson, Christopher	TAMP	Membre à temps partiel	7 déc. 2016	6 déc. 2021
Ferguson, Nancy	TAS	Membre à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Ferguson, Nathan+	TAMP	Membre à temps plein	28 févr. 2019	21 févr. 2021
Ferguson, Nathan*+	CLI	Membre à temps partiel	28 févr. 2019	21 févr. 2021
	CLI*	Membre à temps plein	20 déc. 2016	21 févr. 2021
Ferris, Richard*	TAS*	Membre à temps plein	22 juill. 2015	21 juill. 2020
	CLI	Membre à temps plein	14 févr. 2020	13 févr. 2022
Fine, David	CIVAC	Membre à temps partiel	31 août 2017	24 oct. 2020

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Finlay, Barbara	TAS	Membre à temps partiel	11 août 2018	10 avr. 2020
Finlay, Judy	CRSEF	Membre à temps partiel	4 janv. 2011	3 janv. 2021
	CBC	Membre à temps partiel	4 janv. 2011	3 janv. 2021
Flaherty, Michelle*	TEDO - français	Membre à temps partiel	7 août 2013	31 déc. 2019
Flemming, Leslie	CRÉF	Membre à temps plein	8 janv. 2018	7 janv. 2020
Flude, D. Gregory	TAMP	Vice-président à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2023
Foot, Joanne	TAMP	Membre à temps partiel	31 août 2017	12 sept. 2022
	CSI	Membre à temps partiel	31 août 2017	12 sept. 2022
	CESA	Membre à temps partiel	31 août 2017	12 sept. 2022
Forde, Keith	CIVAC	Membre à temps partiel	20 oct. 2010	19 oct. 2020
Fricot, Amanda	TAMP	Membre à temps partiel	29 nov. 2017	28 nov. 2019
Friedland, Jennifer	TAMP	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 déc. 2022
	COLC	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 déc. 2019
	CESA	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 déc. 2022
	CSI	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 déc. 2022
Gananathan, Romona	TDPO	Vice-présidente à temps plein	13 sept. 2017	12 sept. 2022
Gatfield, Aida	TDPO	Membre à temps partiel	9 janv. 2013	8 janv. 2023
Gauci, Maureen*	COLC*	Membre à temps partiel	4 févr. 2009	3 févr. 2019
George, Caron	TDPO	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Go, Avvy	TAMP	Membre à temps partiel	24 févr. 2016	23 févr. 2021
Goela, Anita	TAMP	Membre à temps plein	13 sept. 2017	12 sept. 2022
	CSI	Membre à temps partiel	13 sept. 2017	12 sept. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CESA	Membre à temps partiel	13 sept. 2017	12 sept. 2022
	COLC	Membre à temps partiel	13 sept. 2017	12 sept. 2022
Gonda, Gail	CRSEF	Membre à temps partiel	1 ^{er} janv. 2019	31 déc. 2019
	CBC	Membre à temps partiel	1 ^{er} janv. 2019	31 déc. 2019
Gosio, Paul	TAMP	Membre à temps plein	16 nov. 2016	15 nov. 2021
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	15 nov. 2021
Gottfried, Ruth	TAMP	Membre à temps plein	23 mars 2016	31 déc. 2019
Goulet, Laura	CIVAC	Membre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
Graham, James*	CIVAC*	Membre à temps partiel	22 mars 2017	21 mars 2019
Grant, Derek	TAMP	Membre à temps plein	20 juill. 2016	31 déc. 2022
Grant, Yola	TDPO	Présidente associée à temps plein	16 avr. 2014	15 avr. 2019
Grieves, Kathryn	TAMP	Membre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Griffith, Lyndra	TAMP	Membre à temps plein	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	COLC	Membre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CESA	Membre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CSI	Membre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
Griffith, Jennifer	CRÉF	Membre à temps plein	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Guzina, Petar	CLI	Membre à temps plein	16 nov. 2009	15 nov. 2019
Halpenny, Andrew	TMT	Membre à temps partiel	1 ^{er} avr. 2018	17 juill. 2019
Hans, Rupinder	TAMP	Membre à temps partiel	22 juin 2016	25 juill. 2022
	COLC	Membre à temps partiel	11 juill. 2017	25 juill. 2022
Harper, Jacqueline	TAMP	Membre à temps partiel	3 févr. 2017	1 ^{er} févr. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Harris, Beverly A.	TDPO	Membre à temps partiel	5 déc. 2012	4 déc. 2022
Hart, Mark	TDPO	Vice-président à temps plein	4 sept. 2007	3 sept. 2019
Hartslief, Laura	CLI	Membre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2021
Helis, John*	TAS*	Membre à temps plein	18 juill. 2016	31 déc. 2019
Helt, Maureen+	TEDO - anglais	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	CRSEF	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	CBC	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	CIVAC	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	CLI	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	TAS	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	TMT	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	TAAL	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	CN	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	TE	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	CBC	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	CRÉF	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2019	13 déc. 2021
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	14 déc. 2017	13 déc. 2021
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2017	13 déc. 2021
	CESA	Membre à temps partiel	14 déc. 2017	31 déc. 2021
	CSI	Membre à temps partiel	14 déc. 2017	31 déc. 2021
COLC	Membre à temps partiel	14 déc. 2017	31 déc. 2021	

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Henderson, Nancy*	CLI*	Vice-présidente à temps plein	8 mars 2017	7 mars 2019
Hendrick, Colleen	TAS	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Henry, Sean D.	CLI*	Membre à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
	CLI	Vice-président à temps plein	16 avr. 2020	15 avr. 2022
Henshaw, Cheryl	TAS	Membre à temps partiel	5 nov. 2014	27 nov. 2022
Himel, Andrea	CRSEF	Membre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020
	CBC	Membre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020
Hines, Rebecca	TAMP	Membre à temps plein	16 nov. 2016	15 nov. 2021
Hodgins, Thomas	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	11 oct. 2016	21 oct. 2021
Hodgson, Laura	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2023
	COLC	Membre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2023
	TAMP	Membre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2023
Hoffman, Flora	TAS	Membre à temps plein	14 févr. 2020	13 févr. 2022
Hubbard, Marie	TAAL	Présidente associée à temps plein	21 août 2019	21 févr. 2022
Hughes, Theresa	CRSEF	Membre à temps partiel	19 oct. 2016	11 déc. 2019
	CBC	Membre à temps partiel	19 oct. 2016	11 déc. 2019
Hummelen, Audrey	TAS	Vice-présidente à temps plein	18 oct. 2012	17 oct. 2022
Hunter, Terry	TAMP	Vice-président à temps partiel	22 juin 2016	31 déc. 2022
Hussey, Karlene	CAMO / TAAL	Vice-présidente à temps plein	4 janv. 2011	3 janv. 2021
Ilori, Solape	TAS	Membre à temps plein	26 oct. 2015	25 oct. 2020
Irwin, Tamara	CLI	Membre à temps plein	28 mars 2019	31 déc. 2019
Jackson, Helen	TE	Membre à temps plein	24 mai 2011	23 mai 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	24 mai 2011	23 mai 2021
Jacobs, Sarah	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	23 juill. 2014	22 juill. 2020
Jai, Julie	TDPO	Membre à temps partiel	5 janv. 2015	4 janv. 2020
Jain, Kanji	TAS	Membre à temps plein	26 oct. 2015	25 oct. 2020
Janczur, Jacek*	TDPO*	Vice-président à temps plein	22 mars 2017	21 mars 2019
Jebreen, Joseph	CRÉF	Membre à temps partiel	31 mai 2017	30 mai 2019
Jefferson, Christie*	CIVAC*	Vice-présidente à temps plein	15 févr. 2017	14 févr. 2019
Johal, Sandeep	TAMP	Membre à temps plein	18 oct. 2016	21 oct. 2021
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
John, Anita	TAMP	Membre à temps partiel	30 juin 2016	31 déc. 2022
Johnston, Colin	TDPO	Membre à temps partiel	5 janv. 2015	4 janv. 2020
Jones, Richard Coleman	CAMO / TAAL	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2019
Jordan, Tamara	CIVAC	Membre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
	CRSEF	Membre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
	CBC	Membre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
Jovanovic, Stephen	CCOP	Président associé à temps plein	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	TAMP	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	CESA	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	CSI	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	COLC	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	10 janv. 2022
	CRSEF	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CBC	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CIVAC	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CLI	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TEDO - anglais	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TEDO - français	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TAS	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CN	Président associé à temps partiel	14 févr. 2019	10 janv. 2022
	TMT	Président associé à temps partiel	14 févr. 2019	10 janv. 2022
	CRÉF	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CBC	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TE	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TAAL	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
Joyner, Douglas	TAAL	Membre à temps plein	13 sept. 2019	12 sept. 2021
Kaufman, Neil*	CLI*	Membre à temps plein	6 juill. 2016	31 déc. 2018
Kaur, Tavlin	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
Kelly, John*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 févr. 2017	14 févr. 2019
Kepman, Stephanie	TAMP	Membre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
	CESA	Membre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023
	CSI	Membre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023
	CCOP	Membre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023
	COLC	Membre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Kershaw, Dawn	TAMP	Vice-présidente à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2020

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2020
	CESA	Membre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2020
	CSI	Membre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2020
	COLC	Membre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2020
King, Caroline	CRÉF	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2021
Kraft Sloan, Karen	TE	Membre à temps partiel	23 juill. 2016	22 juill. 2019
Kromkamp, John	CCOP	Membre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
	CSI	Vice-président à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
	CESA	Membre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
	TAMP	Membre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
	COLC	Membre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
Kowal, Karina	TAMP	Membre à temps plein	17 oct. 2016	21 oct. 2021
Kunkel, Cyndi	TAS	Membre à temps plein	26 oct. 2015	25 oct. 2020
Kung, Gregory	COLC	Membre à temps partiel	31 janv. 2020	30 janv. 2022
Lake, Lindsay	TAMP	Membre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2023
	CESA	Membre à temps partiel	18 avr. 2018	17 avr. 2023
	CSI	Membre à temps partiel	18 avr. 2018	17 avr. 2023
Lamoureux, Linda	DSAPN (Tribunaux décisionnels Ontario)	Présidente exécutive à temps plein	1 ^{er} janv. 2014	31 déc. 2022
	DJS (Tribunaux décisionnels Ontario)	Présidente exécutive à temps plein	1 ^{er} janv. 2019	31 déc. 2022
	DEAT	Présidente exécutive à temps plein	1 ^{er} janv. 2019	31 déc. 2019

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	(Tribunaux décisionnels Ontario)			
Lang, Renee	CLI	Membre à temps plein	5 janv. 2015	4 juill. 2020
Lanthier, David	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	4 mai 2016	26 févr. 2022
	CAMO / TAAL	Vice-président à temps plein	27 févr. 2020	26 févr. 2022
LaRegina, Anthony	CRÉF	Membre à temps plein	31 janv. 2017	1 ^{er} févr. 2023
Lariviere, Georges	TAS	Membre à temps partiel	17 juin 2015	16 juin 2020
Laroche, Marc	TAMP	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
	COLC*	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Larsen, Gregory S.	TAS	Membre à temps partiel	2 févr. 2017	1 ^{er} févr. 2022
Lassonde, Julie	CIVAC	Membre à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
Lavigne, Pierre	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2023
Laws, Joanne	CRÉF	Membre à temps plein	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Lee, David	CLI	Membre à temps plein	14 déc. 2017	13 déc. 2019
Lee, Susan	CIVAC	Membre à temps partiel	13 avr. 2011	12 avr. 2021
Lerner, Michael	TDPO	Membre à temps partiel	4 janv. 2011	3 janv. 2021
Leslie, Claudette	TAMP	Membre à temps partiel	26 avr. 2016	31 déc. 2022
Lester, Chloe	TAMP	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2022
	COLC	Membre à temps partiel	28 juin 2017	27 juin 2019
Letheren, Laurie	TDPO	Vice-présidente à temps plein	18 févr. 2015	17 févr. 2020
Letourneau, Matthew	TAMP	Membre à temps plein	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	COLC	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	1 ^{er} avr. 2021
	CESA	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CSI	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	CCOP	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	1 ^{er} avr. 2021
Levy, Alan*	CN*	Membre à temps partiel	31 mai 2017	30 mai 2019
Lewis, Harriet	TAMP	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	8 mai 2022
	CSI	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	8 mai 2022
	CESA	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	8 mai 2022
	COLC	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	4 avr. 2019
Livingstone, Katherine	COLC	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	TAMP	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
Looknauth, Yugita	COLC	Membre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2023
Louvish, Dimitri	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
Louwens, Jeroen	CSI	Membre à temps partiel	8 sept. 2014	7 sept. 2019
Love, Melanie*	CLI*	Membre à temps partiel	22 juin 2016	31 déc. 2018
Lui, Clarence	CCOP	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Lundy, Kevin*	CLI	Membre à temps plein	31 janv. 2020	30 janv. 2022
	CLI*	Membre à temps plein	26 oct. 2014	23 oct. 2022
Lust, Arthur	CLI	Membre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2021
Macchione, Sandra	CLI	Membre à temps plein	13 juill. 2016	31 déc. 2022
MacDougall, Donald	TAS	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
MacEachen, Janet	CIVAC	Membre à temps partiel	8 sept. 2009	7 sept. 2019
MacGuigan, Janice*	TAS*	Membre à temps plein	28 mai 2008	27 mai 2018

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Maclsaac, Sherry	TAS	Membre à temps partiel	29 mai 2013	28 mai 2023
Makhamra, Samia	TAMP	Membre à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2023
Makuch, Richard, G.M.	CAMO / TAAL	Vice-président à temps plein	13 juin 2012	6 juin 2021
Maedel, Ian	TAMP	Membre à temps plein	2 févr. 2017	1 ^{er} févr. 2023
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	1 ^{er} févr. 2023
Maleki-Yazdi, Melody	TAMP	Membre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2023
	CSI	Membre à temps partiel	18 janv. 2018	17 janv. 2023
	CESA	Membre à temps partiel	18 janv. 2018	17 janv. 2023
	COLC	Membre à temps partiel	18 janv. 2018	17 janv. 2020
Manigat, Poeme	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
Markell, Linda	CESA	Membre à temps partiel	28 mars 2019	27 mars 2021
Martel, Sophie	CSI	Membre à temps partiel	28 mars 2019	27 mars 2021
Marzinotto, Lori+	TDPO	Membre à temps partiel	28 mars 2019	28 nov. 2022
Mascarenhas, Mark	TAS	Membre à temps partiel	30 nov. 2016	25 oct. 2020
Mason, Karen	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	16 janv. 2023
Marzinotto, Lori+	TAMP	Vice-présidente à temps plein	29 nov. 2017	28 nov. 2022
Mather, Susan	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	5 oct. 2016	30 oct. 2021
Mathers, Lorraine	CLI	Membre à temps plein	31 août 2016	31 déc. 2022
Matte, Allan*	TAS*	Membre à temps partiel	26 févr. 2014	25 févr. 2019
Mazerolle, Craig	TAMP	Membre à temps plein	14 déc. 2017	13 déc. 2022
McAnsh, Scott,	CRÉF	Vice-président à temps plein	28 juin 2017	27 juin 2019
McBride, Amanda	COLC	Membre à temps partiel	14 déc. 2017	13 déc. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
McDermott, Carol	CLI	Membre à temps partiel	12 sept. 2018	26 juin 2022
McDonald, Duncan	TAS	Membre à temps plein	1 ^{er} janv. 2020	19 juin 2021
McGee, Theresa*	COLC	Vice-présidente à temps plein	28 févr. 2018	27 mai 2020
McGoey, Christine	TAMP*	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2020
McKendy, Annie	TAMP	Membre à temps plein	28 févr. 2020	27 févr. 2023
McKenzie, James	CAMO / TAAL	Président associé à temps plein	2 févr. 2017	1 ^{er} févr. 2020
McMaster, James	CESA	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	CSI	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
McPherson, Isla	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
McSweeney, Daniel	CRSEF	Membre à temps plein	1 ^{er} janv. 2020	5 juin 2021
	CBC	Membre à temps plein	1 ^{er} janv. 2020	5 juin 2021
McQuaid, Patricia	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	23 nov. 2016	22 nov. 2021
	CESA	Vice-présidente à temps partiel	23 nov. 2016	22 nov. 2021
Meunier, Jay Gerald	CSI	Vice-président à temps partiel	23 nov. 2016	22 nov. 2021
Milchberg, Anne	CAMO / TAAL	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2019
Milne, Cheryl	CRSEF	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
	CBC	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
	TDPO	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
Mintz, Sara	CIVAC	Membre à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	8 mai 2021
	CBC	Membre à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	8 mai 2021
	CRSEF	Membre à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	8 mai 2021
Mitchell, Lynn	CLI	Membre à temps partiel	27 avr. 2016	31 déc. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Moccio, Santina+	CLI	Membre à temps plein	31 janv. 2020	30 janv. 2022
	CIVAC	Membre à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	8 mai 2021
	CSI	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2022
	CESA	Membre à temps partiel	17 févr. 2016	17 mai 2023
Mohamed, Yasmeena*	TDPO*	Vice-présidente à temps plein	22 mars 2017	21 mars 2019
Moniz, Emilie	CLI	Membre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2020
Moore, Beverly	TAS	Présidente associée à temps plein	16 sept. 2013	31 déc. 2019
	CIVAC	Présidente associée à temps plein	13 sept. 2019	12 sept. 2020
Morris, Nancy	CLI	Membre à temps plein	24 janv. 2018	31 déc. 2022
Morris, Warren	CRÉF	Membre à temps partiel	31 oct. 2012	30 oct. 2022
	TE	Membre à temps partiel	10 mai 2017	25 juill. 2022
	CN	Membre à temps partiel	18 mai 2017	25 juill. 2022
Morton, Emily	COLC	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2023
	CCOP	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2020
Mosaheb, Debbie	CLI	Membre à temps plein	28 févr. 2011	27 févr. 2021
Moten, Asad Ali	TAMP	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2023
	CESA	Membre à temps partiel	26 avr. 2017	25 avr. 2019
	CSI	Membre à temps partiel	26 avr. 2017	25 avr. 2019
	COLC	Membre à temps partiel	26 avr. 2017	25 avr. 2019
Msosa, Aggrey	TAMP	Membre à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2021
Muldoon, Paul	CRÉF	Président associé à temps plein	1 ^{er} juin 2014	31 déc. 2019
Mulima, Nicola	CLI	Membre à temps plein	1 ^{er} janv. 2020	17 avr. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Murray, William	TAS	Membre à temps plein	11 juin 2008	11 déc. 2020
	CIVAC	Membre à temps partiel	12 déc. 2019	11 déc. 2020
Neilson, Deborah	TAMP	Membre à temps plein	18 juill. 2016	31 déc. 2022
Nelson, Daniel	CBC	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	24 oct. 2021
Ng, Tee Fung	TAAL	Membre à temps plein	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Nichol, Eva	CRSEF	Membre à temps partiel	20 févr. 2013	12 sept. 2023
	CBC	Membre à temps partiel	20 févr. 2013	12 sept. 2023
	TDPO	Membre à temps partiel	20 févr. 2013	18 août 2019
	TEDO - anglais	Membre à temps partiel	27 janv. 2005	18 août 2019
Nikota, Gary	COLC	Membre à temps partiel	1 ^{er} mars 2017	28 févr. 2022
Nolan, John Patrick	CLI	Membre à temps plein	29 nov. 2006	26 mai 2019
Norris, Brian	TAMP	Membre à temps plein	6 sept. 2016	21 oct. 2021
Nother, Ashleigh	COLC	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Novak, Silvia	CRSEF	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2020
	CBC	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2020
O-Connor, T. Michele	CRSEF	Membre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020
	CBC	Membre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020
Okhovati, Margarita	CRÉF	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2024
Olabode, Ibidunni	CLI	Membre à temps plein	27 mars 2018	26 mars 2020
Orange, Jennifer	TDPO	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Osborne, Katie+	CLI	Présidente associée à temps plein	29 août 2019	28 août 2021
	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	21 mars 2019	24 sept. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CRSEF	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CBC	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CIVAC	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	TAS	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	TEDO - anglais	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	TEDO - français	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CESA	Présidente associée à temps partiel	28 sept. 2016	27 sept. 2021
	CSI	Présidente associée à temps partiel	18 nov. 2015	27 sept. 2021
	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	8 janv. 2018	7 sept. 2020
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	8 janv. 2018	7 sept. 2020
	COLC	Vice-présidente à temps partiel	8 janv. 2018	7 sept. 2020
	CRÉF	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CN	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CBC	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	TE	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	TAAL	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	TMT	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
Paivalainen, Seppo	COLC	Membre à temps partiel	28 sept. 2016	24 oct. 2021
	CCOP	Membre à temps partiel	8 sept. 2014	7 sept. 2019
Paluch, Cezary	TAMP	Membre à temps plein	12 déc. 2016	11 déc. 2021
Parent, Sylvie	COLC	Membre à temps partiel	31 oct. 2012	30 oct. 2022
Parish, Kimberly+	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	TAMP	Membre à temps plein	21 févr. 2018	20 févr. 2022
Patel, Vandana	TDPO	Vice-présidente à temps plein	27 mars 2018	26 mars 2020
Paul, Noeline	CIVAC	Membre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CRSEF	Membre à temps partiel	21 nov. 2019	20 nov. 2021
	CBC	Membre à temps partiel	21 nov. 2019	20 nov. 2021
	TEDO - anglais	Membre à temps partiel	21 nov. 2019	20 nov. 2021
Perera, Chantelle	CLI	Membre à temps plein	28 mars 2019	31 déc. 2019
Petrou, Constantine	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Pierre, Richard	COLC	Membre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Pilon, Jean-Paul	CRÉF	Membre à temps plein	27 mars 2018	26 mars 2023
Pinto, Sancia	TAMP	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2022
Pop-Lazic, Gabrielle	CRSEF	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	30 janv. 2023
	CBC	Membre à temps partiel	8 janv. 2018	30 janv. 2023
Prior, Robert	CCOP	Vice-président à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2020
	COLC	Membre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2020
Punyarathi, Nidhi	TAMP	Membre à temps plein	7 mars 2018	6 mars 2020
	COLC	Membre à temps partiel	7 mars 2018	6 mars 2020
Racioppo, Josephine	TAS	Membre à temps plein	17 juin 2015	16 juin 2020
	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 déc. 2019
Ramdayal, Raymond*	TAMP	Membre à temps partiel	8 sept. 2015	7 sept. 2020
	CESA	Membre à temps partiel	8 sept. 2015	7 sept. 2020
Rangan, Veda	CIVAC	Membre à temps partiel	8 sept. 2009	7 sept. 2019

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Reaume, Leslie	TDPO	Vice-présidente à temps plein	27 juin 2007	26 juin 2020
Reeve, Priscilla	CSI	Membre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CESA	Membre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
Reilly, Thérèse	TAMP	Membre à temps plein	10 mai 2017	25 juill. 2022
Rempe, Graham	TE	Membre à temps partiel	10 mai 2017	9 mai 2019
Restoule, Karen+	COLC	Présidente associée à temps plein	5 avr. 2017	4 avr. 2022
	CESA	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	4 avr. 2022
	CSI	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	4 avr. 2022
	TAMP	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	4 avr. 2022
	CCOP	Membre à temps partiel	4 mai 2016	4 avr. 2022
	TEDO - anglais	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	TEDO - français	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	CRSEF	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	CBC	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	CIVAC	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	CLI	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	TAS	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	CRÉF	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	CN	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	TAAL	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
CBC	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022	

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	TE	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
	TMT	Vice-présidente à temps partiel	1 ^{er} janv. 2020	4 avr. 2022
Restoule-Mallozzi, Jenny	CCOP	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	31 déc. 2019
	COLC	Membre à temps partiel	5 avr. 2017	31 déc. 2019
Reynolds, Margaret*	CLI	Membre à temps plein	5 oct. 2016	30 oct. 2021
Ritacca, Luisa	CSI	Vice-présidente à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	24 févr. 2016	23 févr. 2021
	CESA	Membre à temps partiel	24 févr. 2016	23 févr. 2021
Roedding, Blair	COLC	Membre à temps plein	8 mars 2017	20 mars 2022
Rosenstein, Mervyn	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	20 mars 2021
Rossignol, Troy	CLI	Membre à temps plein	17 janv. 2019	16 janv. 2021
Rozehnal, Jana	CLI	Membre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2021
Sand, Caroline	TDPO	Membre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2021
Sanderson, Douglas	TDPO	Vice-président à temps plein	10 janv. 2011	9 janv. 2021
Sanford, Laurie*	CESA	Membre à temps partiel	22 juin 2015	31 déc. 2019
Sangmuah, Egya	CLI	Vice-président à temps plein	13 août 2014	12 août 2024
Savage, Peter	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	22 mars 2017	21 mars 2022
Savoie, Guy William	CLI	Vice-président à temps plein	21 nov. 2019	20 nov. 2020
	CIVAC	Vice-président à temps plein	12 avr. 2017	31 déc. 2019
	CLI*	Vice-président à temps partiel	12 sept. 2018	31 déc. 2019
Scharbach, Stephen	TAMP	Membre à temps partiel	12 avr. 2017	29 mai 2022
Schiller, Susan	TE	Vice-présidente à temps partiel	6 nov. 2013	11 déc. 2019

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CAMO / TAAL	Vice-présidente à temps plein	4 janv. 2011	3 janv. 2021
Schoen, Neal	CLI	Membre à temps plein	18 avr. 2019	17 avr. 2021
Scott, Jennifer	CRSEF	Présidente associée à temps plein	22 févr. 2017	31 déc. 2019
	CBC	Présidente associée à temps plein	22 févr. 2017	31 déc. 2019
	TEDO - anglais	Présidente associée à temps partiel	5 avr. 2017	31 déc. 2019
	TEDO - français	Présidente associée à temps partiel	5 avr. 2017	31 déc. 2019
	TDPO	Vice-présidente à temps plein	12 sept. 2012	11 sept. 2022
Sewrattan, Chris	COLC	Membre à temps partiel	14 juin 2017	13 juin 2019
Shapiro, Jeffrey+	TDPO	Vice-président à temps partiel	21 nov. 2019	28 nov. 2022
	TAMP	Vice-président à temps plein	29 nov. 2017	28 nov. 2022
Sharda, Rajneesh	TAMP	Membre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2020
Sharma, Rakesh	TAMP	Membre à temps plein	16 janv. 2017	15 janv. 2022
Shaw, Sherene	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
Sills, Mary-Anne*	CAMO / TAAL*	Membre à temps plein	3 juill. 2007	24 oct. 2020
Skanes, Tyrone	CRÉF	Membre à temps partiel	26 sept. 2010	28 sept. 2020
Solomon, Anna*	CLI	Vice-présidente à temps plein	31 janv. 2020	30 janv. 2022
	CLI*	Membre à temps plein	1 ^{er} janv. 2020	31 déc. 2022
	CLI*	Membre à temps plein	25 mai 2016	31 déc. 2019
Smith, Laurie	CBC	Vice-présidente à temps partiel	14 juin 2017	13 juin 2019
Smuczek, Joseph	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2020
Spearn, Greg	TAAL	Membre à temps partiel	18 mars 2020	17 mars 2022
Spekkens, John*	CRSEF	Membre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CBC	Membre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020
Spence, Evelyn	TAMP	Membre à temps partiel	5 oct. 2016	21 oct. 2021
Spraggett, Mark	CRÉF	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2019
Stabile, Vincent	CRÉF	Membre à temps partiel	29 sept. 2010	28 sept. 2020
Steinberg, Robert	CRÉF	Membre à temps partiel	14 nov. 2012	13 nov. 2022
	CN	Membre à temps partiel	4 mai 2011	3 mai 2021
Stevens, Lisa M.	CLI	Membre à temps plein	16 nov. 2009	15 nov. 2019
Stringer, Carly	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2023
Sullivan, Dawn Elliott	CLI	Membre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2022
Swinkin, Gerald	CAMO / TAAL	Membre à temps partiel	24 août 2016	11 sept. 2021
Tamburro, Anthony	TDPO	Membre à temps plein	12 déc. 2019	11 déc. 2021
Tassou, Maria	CIVAC	Présidente associée à temps plein	20 avr. 2016	31 déc. 2019
Taylor, Blair S.	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	17 oct. 2012	16 oct. 2022
Theoharis, Jeanie*+	CESA	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2021
	CSI	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2021
	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	19 déc. 2019	30 août 2021
	TDPO*	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 déc. 2019
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2021
	CLI	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	30 août 2021
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	31 août 2017	30 août 2021
	COLC	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
Thériault, Eve	COLC	Membre à temps partiel	31 janv. 2020	30 janv. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Thorne, Darren	TDPO	Vice-président à temps plein	25 avr. 2018	24 avr. 2020
Tinglin, Winston*	CCOP*	Membre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2019
Tousaw, Scott	CAMO / TAAL	Membre à temps plein	31 mai 2017	30 mai 2021
Trojek, Heather*+	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	14 févr. 2020	7 févr. 2023
	TDPO*	Membre à temps partiel	21 mars 2019	7 févr. 2020
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2023
Tucci, Carmine	TAAL	Membre à temps plein	17 janv. 2020	16 janv. 2022
Tuckey, Bryan	TAAL	Membre à temps partiel	12 déc. 2019	11 déc. 2021
Usprich, M. Elizabeth	CLI	Vice-présidente à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Valiante, Marcia	CAMO / TAAL	Membre à temps partiel	23 juill. 2016	22 juill. 2019
Van Delft, Jonelle	TE	Vice-présidente à temps plein	9 mai 2007	30 mai 2019
	CBC	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 déc. 2019
VanderBent, Dirk	CRÉF	Vice-président à temps plein	18 sept. 2016	21 oct. 2021
Victor, Marisa+	CN	Vice-présidente à temps partiel	12 déc. 2018	21 oct. 2021
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
Vincent, Sharyn*	CAMO / TAAL	Vice-présidente à temps plein	21 févr. 2020	26 févr. 2022
Wade, Diane	CAMO / TAAL*	Membre à temps plein	27 juin 2016	26 févr. 2022
Wallace, Karen	CESA	Membre à temps partiel	5 oct. 2016	30 oct. 2021
Wallace, Bradley	TAMP	Membre à temps partiel	5 oct. 2016	21 oct. 2021
Walsh, Helen*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 févr. 2017	14 févr. 2019
Watson, Sylvia Nancy	CLI	Membre à temps plein	8 juin 2009	7 juin 2019
Watt, Robert	TAMP	Membre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Weagant, Dan	CRÉF	Membre à temps plein	28 nov. 2016	11 déc. 2021
Webster, Jennifer*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 févr. 2017	14 févr. 2019
Weinberg, Erica	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
White, Eleanor	TAMP	Vice-présidente à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2021
Whitmore, Dale	CLI	Membre à temps plein	13 juill. 2016	31 déc. 2022
Whittick, Shelby	CLI	Membre à temps plein	25 mai 2016	31 déc. 2022
Wilkins, Hugh*	TE	Membre à temps plein	2 avr. 2014	31 déc. 2019
	CAMO / TAAL	Membre à temps partiel	2 mars 2016	23 avr. 2022
	CBC*	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 déc. 2019
Wright, Robert	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
Young, Brenda*	CN	Membre à temps partiel	28 nov. 2019	11 déc. 2021

* Membres qui avaient quitté TDO au 31 mars 2019 ou qui ont changé de poste à TDO durant l'exercice 2019-2020.

+ Membres en nomination conjointe siégeant à plusieurs divisions de Tribunaux décisionnels Ontario.